COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

N° 26 - 7 FFR

25 FEVRIER 1989

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IVe INTERNATIONALE)

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES ET LA LUTTE POUR UN GOUVERNEMENT P.S.-P.C.F. SANS MINISTRE BOURGEOIS

IMPORTANCE ET LIMITE DES MUNICIPALITÉS

Le 12 mars aura lieu le premier tour des élections municipales. Le second tour aura lieu le 19 mars. Les élections municipales sont toujours des événements politiques importants. Longtemps, en France, les maires ont été désignés par les préfets. Ce n'est qu'en application de la loi du 4 mars 1882 qu'ils ont été élus par les conseils municipaux, Paris est resté alors sous le régime d'exception que le pouvoir bourgeois lui a imposé depuis la Commune. Ce régime d'exception a été maintenu jusqu'au jour où la grande masse de la population laborieuse a été refoulée hors de Paris et a habité dans des banlieues toujours plus éloignées de la capitale. C'est que, utilisées de façon appropriée, malgré toutes les restrictions qui sont imposées à leur pouvoir, les municipalités peuvent être des points d'appui du prolétariat dans ses luttes de classe contre la bourgeoisie, ses gouvernements, son État. La bourgeoisie l'a longtemps redouté. Le mouvement ouvrier se construisant et pour se construire n'a pas manqué de se battre pour obtenir la majorité dans les conseils municipaux et élire des municipalités dirigées par ses partis.

Il faut préciser. Obtenir la majorité et la direction de multiples municipalités ne suffira jamais à porter au pouvoir un gouvernement ouvrier. La gestion d'importantes municipalités rend possible certaines réalisations sociales, ou les a rendues possibles. De toute façon elles sont limitées. D'autant plus qu'en règle générale les municipalités des villes et villages à majorité prolétarienne sont pauvres. Celles à majorité ouvrière sont des municipalités où les impôts locaux sont relativement lourds. De plus les droits des municipalités sont étroitement cadrés et elles sont toujours soumises au pouvoir d'État. Les municipalités se composent des maires, élus par le conseil municipal, et de leurs adjoints. Le maire a une double casquette : il est agent de la commune ; il est agent de l'État. En tant qu'agent de l'État il est chargé d'appliquer d'innombrables lois et décrets. Il a des fonctions de police. Il dispose de la réquisition de la force armée, etc... A la suite de la loi de décentralisation du 2 mars 1982, le budget municipal reste sous la tutelle (mais a posteriori) des préfets rebaptisés commissaires de la République. La décentralisation a accru les charges des municipalités sans leur donner les moyens nécessaires pour les assumer. Les maires peuvent toujours être suspendus et révoqués par le pouvoir central.

La prise de majorité en d'importantes et nombreuses municipalités par les partis ouvriers a provoqué dans ces partis le développement de "l'idéologie" du "socialisme municipal". En réalité, c'était et c'est toujours la couverture idéologique de couches des bureaucrates engendrées par la gestion des municipalités. Les bureaucrates tentaient de justifier ainsi leur insertion dans la société bourgeoise si ce n'était, ou n'est, leurs prébendes. Nombre de "municipalistes" des partis ouvriers n'ont pas grand chose à envier aux Topazes des partis bourgeois.

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET LES MUNICIPALITÉS

A son deuxième congrès (juillet 1920), l'Internationale Communiste a adopté une résolution intitulée : *"Le Parti Communiste et le parlementarisme"*. Il y était dit :

> *«Les parlements bourgeois, constituant un des principaux appareils de la machine gouvernementale de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'État bourgeois en général*
>
> *La tâche du prolétariat consiste à faire sauter la machine gouvernementale de la bourgeoisie, à la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des Républiques ou celles des monarchies constitutionnelles.*

Il en est de même des institutions municipales ou communales de la bourgeoisie, qu'il est théoriquement faux d'opposer aux organes gouvernementaux. A la vérité, elles font aussi partie du mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie ; elles doivent être détruites par les Soviets de députés ouvriers».

Et encore :

«Les communistes, s'ils obtiennent la majorité dans les municipalités doivent : a) former une opposition révolutionnaires à l'égard du pouvoir central de la bourgeoisie ; b) s'efforcer par tous les moyens de rendre service à la partie la plus pauvre de la population (mesures économiques, création ou tentative de création d'une milice ouvrière, etc...) ; c) révéler en toute occasion les obstacles suscités par l'État bourgeois contre toute réforme radicale ; d) développer sur cette base une propagande révolutionnaire énergique sans craindre le conflit avec le pouvoir bourgeois ; e) remplacer, dans certaines circonstances, les municipalités par des Soviets de députés ouvriers. Toute l'action des communistes dans les municipalités doit donc s'intégrer dans l'œuvre générale de désagrégation du système capitaliste».

LE "MUNICIPALISME"

Aujourd'hui nous sommes loin du compte. Tout comme les partis, organisations et regroupements bourgeois, le P.S. et le P.C.F. veulent "conquérir" des municipalités pour les avantages que procurent aux "municipalistes" leur gestion, surtout lorsqu'elles sont importantes. Souvent ils forment des listes de candidats aux élections municipales et gèrent les municipalités en coalition avec les partis, organisations et regroupements bourgeois. Ils respectent la qualité d'organe du pouvoir bourgeois des municipalités. Leur politique municipale est évidemment une facette de leur politique de défense de la société et de l'État bourgeois et, éventuellement, de soutien, de participation aux gouvernements bourgeois, voire de direction de ces gouvernements. Tout comme les partis, organisations, regroupements bourgeois, le P.S. et le P.C.F. veulent faire des mairies qu'ils contrôlent, des points d'appui et des tremplins pour jouer leur rôle national et asseoir leur politique générale. Le "réformisme" municipal est de même nature et s'alimente aux mêmes sources que le "réformisme" syndical, que le "réformisme" dans le soutien à des gouvernements bourgeois, la participation à des gouvernements de cette nature, la direction de ceux-ci. Les trente années pendant lesquelles le régime capitaliste a vécu une sorte d'été de la Saint-Martin ont favorisé un regain du "réformisme". Depuis que s'est ouverte la crise récurrente du régime capitaliste, le "réformisme", qu'il soit municipal, syndical ou gouvernemental, est en faillite. Non seulement il n'y a plus de "grain à moudre", mais les défenseurs du régime capitaliste et de l'État bourgeois sont dans l'obligation de remettre en cause les acquis antérieurs, dans les municipalités comme à tous les autres niveaux.

QUELQUES GRANDES ÉTAPES

C'est par grandes vagues que dans de nombreuses et importantes municipalités le P.S. et le P.C.F. ont obtenu la majorité. En 1935, un an avant les élections législatives à partir desquelles a déferlé la grève générale de mai-juin 1936 et annonçant ce puissant mouvement des masses, la "ceinture rouge" de Paris s'est constituée. Paris a été encerclé par un ensemble de municipalités où le P.S. et le P.C.F. acquéraient la majorité. En avril 1945 ont eu lieu les élections municipales, premières élections depuis la "Libération". Elles ont été marquées par la "conquête" de la majorité, en de nouvelles municipalités, par le P.S. et le P.C.F.. En mars 1977 ont eu lieu les élections municipales où le P.S. et le P.C.F. ont enlevé la majorité au R.P.R. et à l'U.D.F. dans 32 villes de plus de 30 000 habitants. La défaite du R.P.R. et de l'U.D.F. de 1981, aux élections à la présidence de la République et aux élections à l'Assemblée Nationale, s'annonçait.

D'autant plus significatives ont été les élections municipales de 1983. Dès le premier tour, le P.S. et le P.C.F. ont perdu la majorité dans 16 villes de plus de 30 000 habitants. Au 2e tour, ils ont encore perdu la majorité dans 15 autres villes de plus de 30 000 habitants. La classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse n'avaient plus d'illusion sur le "socialisme municipal". Elles savaient qu'il n'y avait pas d'un côté le gouvernement MITTERRAND-MAUROY-FITERMAN-CRÉPEAU, que le P.S. dirigeait et auquel le P.C.F. participait, qui gérait le capitalisme en crise et le défendait en faisant supporter aux masses les conséquences de cette crise, et de l'autre des municipalités P.S. ou P.C.F. qui auraient défendu les intérêts du prolétariat. Dans les deux cas c'était et ne pouvait être qu'une même politique. En ne participant pas au vote, alors qu'ils avaient donné la majorité à MITTERRAND, premier secrétaire du P.S., aux élections présidentielles de 1981 et élu une majorité écrasante P.S.-P.C.F. à l'Assemblée Nationale, une importante partie de la population laborieuse a exprimé son rejet de cette politique, que la grande majorité de ceux qui votèrent quand même pour le P.S. et le P.C.F. rejetaient aussi.

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE MARS 1989

Les circonstances locales ne joueront, surtout dans les villes, qu'un rôle secondaire aux élections municipales du mois de mars. Elles seront des élections politiques, intervenant dix mois après les élections présidentielles de 1988 et neuf mois après les élections à l'Assemblée Nationale. La disposition des forces politiques est aujourd'hui différentes de ce qu'elle était au moment de ces élections. Alors le gouvernement CHIRAC était au pouvoir appuyé sur une majorité R.P.R.-U.D.F., il y avait un contingent important de députés du Front National. Massivement les électeurs ouvriers, de la population laborieuse, de la jeunesse, ont voté pour chasser CHIRAC et les partis bourgeois du pouvoir. C'est pourquoi au 2e tour ils ont voté pour battre CHIRAC, candidat unique des partis bourgeois, de la seule façon dont cela était possible : en votant et en élisant MITTERRAND, en dépit de la politique qu'il avait suivie pendant son premier septennat.

Déjà au cours des élections à l'Assemblée Nationale, une partie importante d'électeurs traditionnels du P.S. et du P.C.F. n'a pas voté. Ces élections condamnaient ainsi la politique "d'ouverture au centre", la formation d'un gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR, l'affirmation que ce gouvernement poursuivait une politique de défense de la société bourgeoise, du régime capitaliste en crise. Événement significatif : tous les candidats faisant partie du personnel politique de la bourgeoisie que le P.S. a présentés sous l'étiquette "majorité présidentielle" sauf un, STOLÉRU, ont été battu. Pourtant, non moins significatif a été le fait que néanmoins une majorité de députés du P.S. et du P.C.F. a été élue à l'Assemblée Nationale. Le verdict politique était clair : contre tout gouvernement des partis bourgeois, ou tout gouvernement auquel participerait des partis et hommes politiques de la bourgeoisie ; pour un gouvernement du P.S. et du P.C.F. sans ministre représentant d'organisations et de partis bourgeois, d'hommes politiques de la bourgeoisie.

Les élections cantonales, les élections partielles qui ont eu lieu depuis, le référendum sur la Nouvelle-Calédonie ont été marqués par une non-participation massive de l'électorat du P.S. et du P.C.F.. La signification en est parfaitement claire : assez du gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON et de sa politique ; nous n'avons pas voté pour chasser du pouvoir les partis bourgeois, donné au P.S. et au P.C.F. une majorité à l'Assemblée Nationale, pour que soit constitué un tel gouvernement et appliquée la politique qu'il poursuit. Les électeurs qui dans ces élections ont tout de même voté P.S. et P.C.F. rejettent également ce gouvernement et sa politique. Sans aucun doute aux élections municipales les mêmes tendances se manifesteront.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON

Comment en serait-il autrement ? Dès sa constitution, le gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON a appliqué en Nouvelle-Calédonie une politique de maintien de l'impérialisme français et de subordination du peuple kanak à ses intérêts. Il a fait voter un budget qui traduit une politique de défense des intérêts français dans le monde dans le cadre de la coopération contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires, budget qui conforte, sinon renforce la police, l'armée et les organes de l'État bourgeois ; un budget d'agression contre le prolétariat et la jeunesse et de défense de la société, de l'État bourgeois, du capitalisme français.

Rapidement il a été confronté aux revendications de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse. Il a dû manœuvrer, faire des concessions mineures à certaines catégories de travailleurs pour maintenir l'essentiel de sa politique anti-ouvrière et poursuivre son application. Il a pu y parvenir grâce à l'appui des appareils syndicaux et les agissements des gauchistes.

Le n° 24 de C.P.S. a analysé le mouvements des personnels de la Santé. Ce fut un authentique mouvement de masse. Il était annonciateur d'autres mouvements de la classe ouvrière, plus généraux et puissants pour les revendications, contre la politique du gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON, contre ce gouvernement, pour un autre gouvernement, dont la majorité P.S.-P.C.F. à l'Assemblée Nationale donne la possibilité immédiate. Le gouvernement a accordé quelques augmentations, très diversifiées, aux infirmières et infirmiers, pratiquement rien aux autres catégories. Dans les accords que les dirigeants syndicaux (sauf ceux de la C.G.T.) ont signé, sous le prétexte de redonner *"la considération qu'il mérite"* au personnel soignant, de dangereux dispositifs de participation, qui peuvent mener à la remise en cause des statuts, des qualifications, ont été introduits.

En acceptant de limiter leurs exigences à des miettes, les dirigeants des fédérations de fonctionnaires qui ont signé l'accord salarial pour 1989, ont accepté d'entériner la baisse du pouvoir d'achat des agents de la fonction publique intervenue depuis 1982 (de 10 à 12 %). De même la signature d'accords salariaux à la RATP, dans les transports urbains qui, bien que consacrant un recul du gouvernement, ne répondaient pas aux revendications des personnels, a entériné cette baisse du pouvoir d'achat. Le plus souvent des clauses dangereuses pour l'avenir des travailleurs de ces corporations ont été introduites dans ces accords.

Implicitement, sinon contractuellement, les dirigeants des syndicats de fonctionnaires ont accepté d'engager des discussions avec le gouvernement en vue de la "modernisation" de la fonction publique et de briser les "rigidités" de la grille salariale et des qualifications de la fonction publique. Le projet de loi d'orientation pour l'Éducation Nationale que ROCARD et JOSPIN ont exposé au nom du gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON (voir l'article : "Dirigeants de la F.E.N. : rompez les "négociations" sur la loi d'orientation. Revendiquez pas de salaire d'enseignement à moins de 8 000 frs par mois, revalorisation selon les qualifications) montre ce que le gouvernement entend par là.

LA SÉCURITÉ SOCIALE, LE "R.M.I.", LE "CRÉDIT FORMATION"

Il est un autre projet dont fait état Force Ouvrière-Hebdo n°1982 en date du 31 janvier 1989. Sous le titre : «ÉVIN et DUPEYROUX pour de nouveaux état généraux (de la Sécurité Sociale) "engageant le mouvement syndical"», ce n° de FO-Hebdo cite un *"mémorandum introductif à la concertation Sécurité Sociale"*. Il y est dit :

«La méthode de concertation se déduit des objectifs fixés aux processus de concertation. L'heure n'est plus aux débats généraux sur notre système de protection sociale. Il importe que soient dégagées au cours du premier semestre 1989 des orientations et des mesures concrètes. Les Français ne comprendraient pas que face aux défis majeurs auxquels est confronté notre système de protection sociale, les décisions soient repoussées. Le gouvernement a donc choisi d'engager lui-même une phase de concertation, en préalable à la définition de mesures, dont certaines devront être proposées au Parlement lors de la session de printemps.

1) Les discussions seront conduites en leurs noms et sous l'autorité du ministre de la Santé et de la Protection sociale du ministre délégué aux Personnes âgées et du secrétaire d'État chargé de la Famille par M. Jean-Jacques DUPEYROUX.

2) Elles pourraient prendre la forme de réunions de travail périodiques afin d'aborder les thèmes suivants :
- organisation du système de Sécurité Sociale,
- examen des problèmes spécifiques aux diverses branches (maladie, accident du travail, vieillesse, famille),
- mode de financement.

3) Cette concertation donnera lieu à des relevés de conclusions engageant l'ensemble des parties" (6 janvier 1989).

Sur proposition du gouvernement, l'Assemblée Nationale a adopté à l'unanimité la loi créant le "revenu minimum d'insertion" (R.M.I.). C'est un très très maigre "minimum" : 2 000 frs par personne isolée ; 3 000 frs pour un ménage ou une personne ayant à charge un enfant ; 4 200 frs pour une famille comprenant quatre personnes ; 600 frs par personne supplémentaire à charge. Tout autre revenu sera déduit du "R.M.I.". Mais, de plus, les personnes qui le toucheront, devront exercer, en contre-partie, un travail "d'insertion". Autrement dit, il s'agit d'une main d'œuvre à très, très bon marché, mis à la disposition des "collectivités locales", voire du patronat.

Voici maintenant le "crédit formation" qui devrait "intéresser" 100 000 jeunes. C.P.S. aura à y revenir. Qu'il suffise pour l'instant d'indiquer que, sous prétexte de permettre à toute personne d'acquérir de *"façon continue ou discontinue"* (sic) un diplôme équivalent au C.A.P., il s'agit de faciliter la mobilité de la main d'œuvre à bon marché mise à la disposition du patronat.

LES SCANDALES : PÉCHINEY...

Tout cela dans une atmosphère de scandales directement consécutifs à la politique de défense du régime capitaliste du gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON. C'est d'abord le scandale PÉCHINEY. On connaît l'affaire. PÉCHINEY, entreprise nationalisée, a décidé d'une O.P.A. "amicale" sur l'American Can, entreprise d'emballage, au prix de 56 dollars le titre. Au début novembre le titre cotait 10 dollars. Dès le 21 et 22 novembre, il cotait 46 dollars. Des profits fantastiques ont été réalisés en quelques jours par ceux qui, "initiés", c'est-à-dire ayant connaissance du rachat qui se préparait, ont acheté en Bourse des titres au prix de 10 dollars l'un et les ont revendu au prix de 46 dollars et plus. Acheter "amicalement" 56 dollars des titres cotés en Bourse 10 dollars est, par soi-même, un déjà bien joli scandale. Or, il y aurait en plus de nombreux "initiés" dont Roger-Patrice PELAT, proche du pouvoir et selon "Le Monde" : *"compagnon de guerre de MITTERRAND"*. Il aurait acheté et revendu dans ces conditions 50 000 titres.

Immédiatement après, un second scandale a émergé, révélé, celui-là, par un ministre du gouvernement en place, en toute solidarité ministérielle, bien sûr. Le 13 janvier, "L'Express" a publié un interview du ministre de l'industrie Roger FAUROUX, qui expliquait que le scandale de la Société Générale était d'une dimension beaucoup plus considérable que celui de PÉCHINEY et de l'American Can. Il porterait sur des bénéfices atteignant de 500 à 700 millions de francs. Que s'est-il produit ?

La Société Générale est une banque qui avait été nationalisée en 1945. En 1987, le gouvernement CHIRAC l'a "reprivatisée". La "reprivatisation" de la Société Générale et des autres sociétés "reprivatisées" alors s'est faite selon la technique des "noyaux durs". Des groupes financiers bénéficient d'une option prioritaire sur les nouvelles actions émises s'ils s'engagent à ne pas les recéder avant deux ans et s'ils souscrivent à certaines clauses qui doivent assurer la stabilité dans la possession d'une partie déterminante du capital. Ces "noyaux durs" sont composés de groupes financiers liés en général au R.P.R.. Le gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON s'est engagé dans la politique de cassage des "noyaux durs", pour leur faire perdre le contrôle qu'ils exercent, plus ou moins, sur le système bancaire et l'économie. Mais au lieu de renationaliser, voire d'exproprier, les sociétés que le gouvernement CHIRAC avait "reprivatisées" (cela aurait été contraire à la "doctrine" libérale dont se réclame le gouvernement actuel), en application de la politique du gouvernement, BÉRÉGOVOY s'est lancé dans des opérations en Bourse afin de regrouper en d'autres mains, notamment celles des investisseurs institutionnels, une importante partie des actions des sociétés "reprivatisées".

...LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Georges PÉBÉREAU, président de Marceau Investissement, a été un des opérateurs, allié du gouvernement dans l'affaire de la Société Générale. Il a agi en coopération avec la Caisse des Dépôts et Consignations qui dispose d'énormes capitaux et joue le rôle d'investisseurs institutionnels. C'est déjà en soi proprement scandaleux. Mais de plus, Georges PÉBÉREAU aurait, après le krach boursier de l'automne 1987, acheté massivement des actions du Crédit Commercial au prix de 260 frs l'une, alors que leur prix était de 407 frs au moment de la "reprivatisation" de la banque, six mois plus tôt. Il les aurait ensuite regroupées sous le contrôle de sociétés "parking", dont le siège est à l'étranger. Au moment où BÉRÉGOVOY a engagé l'opération de "cassage du noyau dur" de la Société Générale, Georges PÉBÉREAU les aurait remises en circulation alors que leur cours a atteint de 400 à 560 frs. Le principal acquéreur de ces actions aurait été la Caisse des Dépôts et Consignations. C'est à elle que Georges PÉBÉREAU, sensé opérer en alliance avec le gouvernement, aurait revendu la plus grande partie des actions du Crédit Commercial qu'il possédait. Pour lui et ceux qui seraient impliqués dans cette affaire, ce serait une jolie et lucrative opération.

Alain BOUBLIL a donné sa démission du poste de directeur du cabinet de BÉRÉGOVOY pour mieux pouvoir se défendre. En effet, les relations entre lui et Samir TRABOULSI, financier libanais que l'on voit en filigrane dans les deux affaires, sont étroites. BOUBLIL a suivi *"l'opération (PÉCHINEY) pour préparer la décision du ministre"*. Par lui aurait pu avoir lieu le "délit d'initié". Pourtant ce n'est certainement pas à l'avantage individuel de MITTERRAND ou BÉRÉGOVOY que ces scandales se sont développés. La question n'est pas là. Par la politique qu'il pratique, de défense du régime capitaliste, d'utilisation des rouages de ce régime, de ses "hommes d'affaires", le gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON génère les scandales. Il est dans la nature du régime capitaliste, de la banque, de la Bourse, de réaliser des "affaires" juteuses. La fonction des "hommes d'affaires", des financiers, des boursiers est de faire de l'argent avec de l'argent, de spéculer, d'utiliser les informations qu'ils peuvent obtenir pour réaliser de "bons coups" en Bourse ou ailleurs. Défenseur du capitalisme, les MITTERRAND, BÉRÉGOVOY et autres, s'entourent nécessairement des hommes d'affaires, comme des hommes politiques, du capital. Contre les scandales une seule solution : l'expropriation du capital.

LES MARCHANDAGES ENTRE LE P.S. ET LE P.C.F.

Les circonstances politiques dans lesquelles auront lieu les élections municipales sont donc profondément différentes de celles dans lesquelles se sont déroulées les élections présidentielles et encore celles où se sont déroulées les élections à l'Assemblée Nationale. En mai et juin 1988 il s'agissait de chasser du pouvoir les partis bourgeois. Alors qu'auront lieu les élections municipales les grandes masses rejettent la politique du gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON. Elles rejettent ce gouvernement. D'importants secteurs de la classe ouvrière ont déjà combattu par la grève, les manifestations, cette politique et ce gouvernement. Ce n'est pas tout.

Le P.S. et le P.C.F. se livrent à une singulière cuisine. Il ont besoin l'un de l'autre pour conserver la majorité dans la plupart des municipalités où ils l'ont déjà. D'où un accord nécessaire pour composer des listes communes et, à tout le moins, l'engagement de constituer au 2e tour des listes communes ou de procéder à des désistements réciproques. Mais chaque parti à ses propres intérêts qu'il s'efforce de faire valoir. Le P.C.F. se bat pour faire en sorte que dans l'ensemble soit reprise la composition des listes communes présentées en 1983.

Dans certaines municipalités, de Seine Saint Denis par exemple, il exige que sur les listes communes le nombre et la position des candidats du P.C.F., lui garantissent la majorité absolue au conseil municipal. Le P.S. exige que soient prises en compte dans la composition des listes les modifications des rapports de force électoraux entre le P.S. et le P.C.F. intervenus depuis 1983, qu'il suppose ne pas avoir évolué depuis les élections à l'Assemblée Nationale de juin 1988. A cela s'ajoute les appétits" "municipalistes" des appareils locaux du P.S. et du P.C.F.. En différentes villes les sections locales du P.S. ont décidé, en contradiction aux accords nationaux, de présenter au premier tour leurs propres listes : Thionville, Romilly-sur-Seine, Champs-sur-Marne, etc....

Le P.C.F. a ses propres comptes à régler vis à vis des rénovateurs et des "reconstructeurs". Le cas le plus marquant est celui du Mans. Cette municipalité est une des dernières grandes municipalité que le P.C.F. détient (ou détenait). Son maire, Robert JARRY, a décidé de présenter sa propre liste sur laquelle figure les candidats du P.S. et d'autres. Il ne se soumet pas aux directives du BP du P.C.F.. Il vient, après 40 ans de P.C.F., d'en être exclu. Le P.S. a aussi ses propres comptes à régler. A Marseille, VIGOUROUX, maire sortant, que l'on dit appuyé par MITTERRAND, a décidé de se présenter contre PEZET, candidat présenté par la fédération du P.S. des Bouches du Rhône que MAUROY appuie. VIGOUROUX a été exclu du P.S.. Selon les prévisions actuelles, il y aurait une centaine de "primaires", dans les villes de plus de 20 000 habitants, entre le P.S. et le P.C.F..

Cependant, le caractère d'événement politique national domine ces élections. La direction du P.S. redoute de subir une défaite politique cinglante qui déstabiliserait totalement le gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON et multiplierait la puissance des contradictions à l'œuvre dans le P.S.. Il lui faut et le soutien du P.C.F. et intégrer dans la composition des listes de candidats aux élections municipales des représentants de gens figurant "l'ouverture au centre". La direction du P.C.F. se défausse par rapport à des figures trop marquée comme DURAFOUR, SOISSON, STOLÉRU, RAUSCH, Bernard TAPIE. Elle n'en soutient pas moins de fait le gouvernement actuel. La déclaration commune sur les élections municipales du P.S. et du P.C.F. en date du 12 janvier en porte témoignage :

> *«Il est clair que les deux partis ne portant pas la même appréciation sur la ligne gouvernementale. Mais en même temps, le Parti Socialiste et le Parti Communiste, après avoir combattu le gouvernement de droite précédent, confirment leur opposition fondamentale aux formations de droite et d'extrême droite. Ils s'opposeront à toutes les initiatives de celles-ci pour revenir au pouvoir».*

Enfin le P.C.F.est un ardent partisan d'inclure dans les listes communes P.S.-P.C.F., et dans ses propres listes là où au premier tour il présente seul des listes, des politiciens bourgeois locaux ou nationaux, pourvue qu'ils portent une étiquette "gauche".

LES MASSES ET CES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Dans ces conditions, des millions de travailleurs, de jeunes ne participeront pas à ces élections municipales. D'autres y participeront tout de même. Ils estimeront qu'il ne faut pas laisse l'U.D.F., le R.P.R., les centristes, etc... occuper les mairies. Ils voteront donc pour les listes communes P.S.-P.C.F., ou les listes séparées présentées par ces partis au premier tour et, au 2e tour, pour les listes restantes du P.S. et du P.C.F.. Il se peut même que le P.S. et le P.C.F., ensemble ou séparés,

obtiennent la majorité par rapport aux **suffrages exprimés** dans de nombreuses municipalités, qu'en comparaison avec 1983 ils se maintiennent ou progressent en nombre de municipalités à majorité P.S. ou P.C.F. ou P.S.-P.C.F..En 1983 les pertes du P.S. et du P.C.F. avaient déjà été sévères. De plus les élections qui ont eu lieu depuis celles à l'Assemblée Nationale ont montré que nombre d'électeurs traditionnels des partis bourgeois ne se sont pas regroupés et n'ont pas voté, alors qu'ils l'avaient fait en 1983 et assuré le succès de ces partis. La non-participation de ces électeurs aux élections municipales, outre sa signification politique, aurait pour conséquence d'aider le P.S. et le P.C.F. à obtenir des majorités relatives. En tout cas la masse des non-votants sera considérable.

Le gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON est ébranlé. Il est déchiré de contradictions. Les résultats des élections municipales l'affaibliront sans doute encore et peuvent le mettre en question, cela, bien sûr en relation avec le développement de la lutte de classe du prolétariat. Pour gouverner, pour agir, ce gouvernement a besoin de soutien non seulement du P.S. et du P.C.F., mais aussi des appareils syndicaux. La crise est latente à l'intérieur du P.S.. Les résultats des élections municipales peuvent lui donner une impulsion nouvelle et puissante. Le P.C.F. est également en crise récurrente. Les mouvements des mois d'octobre et novembre 1988, celui en gestation dans l'enseignement, l'événement politique majeur que la défaite de BERGERON-PITOUS au congrès confédéral, l'élection de BLONDEL comme secrétaire général de cette confédération, sont, signifient que, en profondeur, se prépare un mouvement politique de masse : pour les revendications, contre la politique du gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON, contre ce gouvernement, pour un autre gouvernement.

Contre le gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON, pour un autre gouvernement, au moment actuel les masses ont un recours et un seul : se mobiliser, s'organiser, imposer aux organisations syndicales et politiques ouvrières, le Front Unique ; aller en masse exiger de la majorité P.S.-P.C.F. à l'Assemblée Nationale qu'elle dénonce et rejette le gouvernement en place, qu'elle décide que la majorité P.S.-P.C.F. considère que l'Assemblée Nationale est souveraine, qu'elle constitue un gouvernement sans ministre représentant la bourgeoisie, ses organisations, ses partis, émanant de l'Assemblée Nationale et responsable devant elle.

LA POSITION DU COMITÉ

C'est dans cette perspective politique que le "Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire (la reconstruction de la IVe Internationale)" situe son action politique. En conséquence, il lui apparaît inévitable que des millions de travailleurs ne participent pas à ces élections municipales, que d'autres millions votent dans l'intention de ne pas laisser l'U.D.F. et le R.P.R., les centristes, pour ne pas parler du F.N., contrôler de nouvelles mairies. En l'absence de listes se situant sur la perspective qui vient d'être évoquée, qui représentent une organisation combattant pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire en France, pour sa part, le Comité appelle à voter :

au premier tour et au second tour pour les listes présentées, en commun ou séparément, par le P.S. et le P.C.F., **à condition** qu'elles n'incluent pas de représentants d'organisations, de partis bourgeois, ou de personnalités politiques faisant partie du personnel politique de la bourgeoisie.

Le 11/2/89

16E CONGRÈS CONFÉDÉRAL F.O. : UN ÉVÉNEMENT POLITIQUE CONSIDÉRABLE

LES PARTICULARITÉS DE LA DÉMOCRATIE SELON F.O.

Du 31 janvier au 3 février, s'est tenu le 16e congrès confédéral de Force Ouvrière. BERGERON, secrétaire général de la confédération depuis 25 ans, ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat. L'événement c'était l'élection de son successeur par le Comité Confédéral National qui suit traditionnellement la tenue d'un congrès. Deux candidats. L'un, PITOUS, était, sinon officiellement, en tout cas manifestement, le candidat de BERGERON. L'autre, BLONDEL, était le candidat de la "gauche". Après plusieurs mois d'une dure et peu loyale bataille à l'intérieur de la confédération, BLONDEL a finalement été élu. Il est remarquable que ni BLONDEL, ni PITOUS, n'ait cru nécessaire d'intervenir devant le congrès. L'élection s'est réglée après une empoignade féroce au Comité Confédéral National après que BERGERON eût abandonné PITOUS à son sort.

La confédération F.O. fait grand cas de la "démocratie". Le compte rendu du 16e congrès dans "Force Ouvrière-Hebdo" est même titré : *"Force Ouvrière, la force de la démocratie"*. Mais la "démocratie" type Force Ouvrière a quelques particularités. Généralement, les congrès confédéraux sont convoqués sans que soit soumis aux organismes et militants un rapport d'orientation qu'ils aient à discuter pour préparer le congrès. Le plus souvent les délégués sont désignés d'autorité par les dirigeants des syndicats sans discussion "à la base" dans les sections syndicales. Les "rapports statutaires" sont : le rapport

moral et le rapport financier. Après le rapport moral, que prononce le secrétaire général sortant, c'est une succession d'interventions portant au gré de l'intervenant sur tout et n'importe quoi. Le congrès est un vaste forum auquel est invité à participer 4 à 5 mille militants. Le vote du rapport moral est un des moments importants du congrès. Les discussions d'orientation ont généralement lieu en "commissions" et se règlent en coulisse. Le congrès se termine sur les rapports des commissions, une discussion plus ou moins bâclée des résolutions présentées et leur vote.
Le congrès n'élit pas la direction de la confédération : il n'en est pas l'organisme souverain. C'est le Comité Confédéral National qui est l'organisme de décision. Il n'est pas élu mais est composé des représentants des Unions Départementales et des Fédérations Nationales. Autre conception particulière de la "démocratie" : le C.C.N. élit d'abord le secrétaire général, ensuite le trésorier, après le bureau confédéral et enfin une commission exécutive ; au lieu que ce soit le rapport inverse : élection de la C.E., qui elle-même élit le bureau confédéral lequel désigne en son sein le secrétaire général, le trésorier et attribue à chacun de ses membres les fonctions qu'il aura à exercer. La façon dont procède le C.C.N. fait du secrétaire général le détenteur du pouvoir et des membres du bureau confédéral et de la commission exécutive ses subordonnés.

RAISON D'UN ÉCHEC

Concluant ce 16e congrès de F.O., BERGERON a déclaré : *"Mes chers amis, j'étais hier, je ne le vous cache pas, un peu triste"*. La raison de cette tristesse ? Le rapport moral qu'il a présenté n'a obtenu que 63,53 % des mandats et des voix, le plus mauvais score que BERGERON ait obtenu sur les rapports moraux qu'il a présentés dans les congrès confédéraux depuis qu'il est devenu secrétaire général. Au précédent congrès, en novembre 1984, le rapport moral avait été voté par 98,72 % des mandats. La presse a donné la raison suivante : c'est parce que BERGERON n'a pas voulu se prononcer officiellement sur sa succession. La réalité est inverse : s'il s'était officiellement prononcé pour PITOUS, son score aurait été encore beaucoup plus faible. Les résultats du vote sur le rapport moral expriment de façon affaiblie le rejet, par les militants et les syndiqués, de la politique que BERGERON a imprimée à la confédération pendant ces dernières années. Nombreuses ont été les interventions qui ont mis en cause la négociation des revendications des patrons, les pratiques du bureau confédéral. L'un des intervenants, HUPEL (Bâtiment) a expliqué :

«En 1984 pendant le 15e congrès les négociations sur la flexibilité touchaient à leur fin, mais jamais ceux qui avaient en charge cette négociation n'ont fait la moindre communication au congrès» (...) «Le BIT a estimé que la flexibilité constituait une menace sur les droits des travailleurs. A ce moment, la confédération s'apprêtait à signer, il a fallu que les secrétaires de fédérations fassent le forcing et la confédération a reculé. Une nouvelle fois, il y a eu désaccord entre les fédérations et la confédération, qui s'orientait vers la signature de l'accord sur les nouvelles technologies. Enfin, lors d'une troisième négociation, celle concernant les SVIP, nous avons été placés devant le fait accompli ; la confédération avait signé, le bureau confédéral n'ayant pas respecté la résolution du 15e congrès».

D'autres accords ont fait l'objet de critiques acerbes. Ainsi celui du 20 octobre 1986 sur les procédures de licenciements faisant suite à la suppression de l'autorisation administrative pour les licenciements dont un orateur a dit *«qu'il s'est inscrit dans la mouvance de la flexibilité» (...) «et puis il y a eu l'accord sur l'aménagement du temps de travail»*, d'autres encore. Au moment où s'est tenu le 16e congrès, de nouvelle négociations étaient engagées entre le CNPF et les centrales syndicales sur un nouveau projet d'accord proposé par le patronat concernant l'aménagement du temps de travail.

CONDAMNATION DU "SYNDICALISME D'ACCOMPAGNEMENT" ET DE LA "RECOMPOSITION SYNDICALE"

Par contre, dans ce même *"dernier salut aux congressistes"*, BERGERON s'est exclamé :

«F.O. est une organisation compliquée, tout semble un jour crouler et voilà que cela se termine dans l'unanimité. Je savais que cela se terminerait de cette manière».

Il faisait allusion au vote à l'unanimité de toutes les résolutions. Or, ces résolutions sont sur l'orientation affichée par les partisans de BLONDEL. Elles condamnent implicitement l'orientation du "courant" dont PITOUS était le candidat au poste de secrétaire général. Implicitement la résolution intitulée *"Pas de démocratie sans syndicalisme libre"*, condamne :*"le syndicalisme d'accompagnement"* :

«Certains affirment qu'en refusant de tenir compte des réalités prétendues nouvelles, le mouvement syndical - du fait de son incapacité à s'y adapter - serait lui-même responsable de ses propres difficultés. Si la C.G.T.-F.O. est parfaitement consciente des bouleversements engendrés par les évolutions techniques et les progrès de la science, elle estime qu'ils ne modifient pas fondamentalement la structure de la société et donc le rôle du syndicalisme. De surcroît, la confédération n'entend pas laisser mettre en cause ce qui a été obtenu au fil des ans et qui a jalonné les étapes de l'évolution sociale. Toutes les fois que le besoin s'en fera sentir, la C.G.T.-F.O. mettra tout en œuvre y compris la grève, pour défendre l'intérêt des salariés».

Explicitement elle condamne : *"la recomposition syndicale"* :

«Les difficultés actuelles ont amené certains à imaginer qu'à plus ou moins long terme, il n'y ait plus en France que deux confédérations syndicales : la C.G.T. et le rassemblement des autres. La campagne est menée autour de l'idée de "recomposition" dont les initiateurs se situent aussi bien dans le mouvement syndical que dans les partis politiques ou le patronat.

A tous, le congrès répond que la C.G.T.-F.O. n'entend en aucune manière s'engager dans cette voie. Il s'agit d'un choix résolu, tout simplement parce que les organisations que l'on voudrait ainsi regrouper n'ont ni la même histoire, ni les mêmes traditions, ni, également, la même conception de ce que doit être le rôle du mouvement syndical dans la société démocratique.

Sans pour autant s'enfermer, sur le plan revendicatif, dans un "splendide isolement", la C.G.T.-F.O. entend demeurer fidèle à l'héritage de ceux qui, en décembre 1947, ont voulu continuer la vieille C.G.T., c'est-à-dire le mouvement syndical authentique».

Condamner la "recomposition syndicale" c'est effectivement défendre, contre l'alignement sur le "syndicalisme" ayant ses origines dans "le christianisme social" que représentent la CFTC et la CFDT, la tradition de syndicat ouvrier de la vieille C.G.T. dont sont issues la C.G.T.-F.O., la F.E.N., la C.G.T.. Mais il faut constater que la résolution fait en même temps l'apologie de la scission syndicale réalisée en 1947 contre les intérêts de la classe ouvrière et en fonction de la "guerre froide" qui commençait entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. Les dirigeants de la C.G.T. membres du P.C.F. alignaient la C.G.T. sur le Kremlin. Ceux dits de "tradition réformiste" constituaient F.O. en l'alignant sur l'impérialisme, "l'alliance atlantique", le "monde libre".

CHARTE D'AMIENS : RAPPEL ET OUBLIS

Dans cette "profession de foi", pas plus que dans les autres résolutions, il n'y a, ne serait-ce qu'une seule fois, le mot "capitalisme", les mots "société capitaliste". Comme il se doit, cette résolution donne un coup de chapeau à "la charte d'Amiens" votée au congrès de 1906 de la C.G.T., sans la citer et en évacuant son contenu :

«Le congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2 constitutif de la C.G.T.

La C.G.T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat».

Et encore :

«Le syndicalisme prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste».

La charte d'Amiens reflète les illusions anarcho-syndicaliste sur la toute puissance de la grève générale et le syndicalisme suffisant à tout. Au moins combat-elle pour le renversement de la société capitaliste et la révolution sociale. Les amis de BLONDEL se disent "réformistes". Ils ne le sont même pas. Pour eux "l'idéal" c'est "la société démocratique", c'est-à-dire la société capitaliste, le maintien de l'exploitation dans le cadre d'un système politique parlementaire. Ils s'accommodent même fort bien de la Ve République et de ses institutions.

POUR LA C.E.E.

Ainsi cette résolution est très claire en ce qui concerne "l'Europe" :

«Le XVIe congrès de la C.G.T.-F.O. rappelle que, dès le lendemain de la deuxième guerre mondiale, la confédération a défendu l'idée des États-Unis d'Europe. Elle voulait consolider la paix. (Il s'agit de la "paix" garantie par l'alliance impérialiste, le pacte atlantique et l'OTAN).

Ensuite, consciente des conséquences de la modification des rapports de forces industrielles (sic) dans le monde, elle a souhaité le renforcement de la Communauté Économique Européenne en vue de lutter contre le "dumping" social à l'intérieur et à l'extérieur de la Communauté et d'impulser une politique plus volontariste d'aide aux populations des pays en voie de développement».

BLONDEL et ses amis épousent totalement le cadre de la C.E.E. (l'Europe des capitalistes comme disent certains). Ils sont entièrement d'accord avec les entreprises impérialistes baptisées *"aide aux populations en voie de développement"*. Qu'en termes galants ces choses sont dites ! Les dites "populations en voie de développement" sont les populations des pays semi-coloniaux saignés à blanc et endettés jusqu'au cou par suite du pillage impérialiste. D'ailleurs, aucune résolution ne fait mention de la lutte des peuples des pays semi-coloniaux contre l'impérialisme (par exemple ne se prononce pour l'annulation de la dette) et en particulier de la lutte des peuples des TOM-DOM contre l'impérialisme français pour leur indépendance. Il n'est fait état des TOM-DOM que pour souligner les progrès de F.O. dans la population généralement liée à la colonisation.

Que veulent BLONDEL et ses amis ?

«Aujourd'hui le patronat argumente sur les différences des coûts salariaux et de niveaux de protection sociale entre les pays de la communauté, pour tenter de faire régresser la situation des travailleurs dans chaque pays. C'est pourquoi le congrès demande avec insistance à la Communauté Européenne des Syndicats de tout mettre en œuvre pour que le Grand Marché n'entraîne ni stagnation, ni retour en arrière sur le plan social».

Autrement dit : sous prétexte de défense des travailleurs, la C.G.T.-F.O. s'insère dans le cadre de la C.E.E.. Elle préconise le regroupement dans le respect de ce cadre et pour le renforcer de *"la Confédération Européenne des Syndicats"*. C'est ce que certains appellent *"opposer à l'Europe des capitalistes, l'Europe des travailleurs"*.

OMISSIONS ET FADAISES

Les résolutions du congrès se prononcent en principe pour la défense de nombreux acquis de la classe ouvrière, en matière de *"protection sociale"* encore qu'en se situant sur le terrain d'une collaboration de classe très serrée avec le patronat (la collaboration de classe n'exclut pas les conflits). La résolution sur *"l'emploi et la formation professionnelle"* a au moins ceci de remarquable : elle ne fait aucune référence au nécessaire combat pour l'abrogation de la loi CARRAZ, à l'indispensable liquidation des C.F.A., à l'objectif du monopole d'État de l'enseignement professionnel (et de l'enseignement en général), à son financement par des taxes prélevées sur les entreprises. Celle sur les salaires ne fait aucune allusion à la perte de pouvoir d'achat subie par les travailleurs depuis 1982. Pire, elle couvre l'accord salarial passé entre le gouvernement et les fédérations de fonctionnaires CFDT, CFTC, Autonomes, F.E.N., C.G.T.-F.O., qui entérine la baisse du pouvoir d'achat. Il n'y est pas question de l'échelle mobile des salaires.

La résolution *"Pas de démocratie sans syndicalisme libre"* affirme :

> *«Convaincu de la gravité des conséquences sociales et humaines engendrées par le chômage qui constitue un danger pour la démocratie, le congrès entend donner priorité absolue pour l'emploi. Il condamne toutes les formes de travail précaire qui ne peuvent être une solution aux problèmes posés».*

Mais de solution aux *"problèmes posés"* le 16e congrès de F.O. n'en donne aucune. A l'occasion, le nouveau secrétaire général se contente d'affirmer que *"le social doit commander l'économique"*. La résolution sur l'emploi et la formation professionnelle dit que :

> *«La formation professionnelle à elle seule ne peut résoudre les problèmes de l'emploi. Il importe que les pouvoirs publics s'engagent pour :*
> *- un taux de croissance économique élevé ;*
> *- une politique de développement fondée sur des stratégies industrielles et commerciales dynamiques» (sic).*

Un point c'est tout. BLONDEL reprend à l'occasion les fadaises sur l'augmentation du pouvoir d'achat comme solution à la crise du régime capitaliste. Il oublie, s'il l'a jamais su, que le moteur de l'économie capitaliste c'est le profit. Les dirigeants de F.O., blondélistes ou pitousiens, font totalement abstraction du mode de production, le mode de production capitaliste. Ou plutôt ils se situent dans son cadre. Dès lors, ils sont incapables de répondre *"aux problèmes posés"* par le chômage. Ceux-ci n'ont de solution que par l'expropriation du capital, l'élaboration d'un plan de production visant à satisfaire les immenses besoins des masses populaires, élaboré et réalisé sous contrôle ouvrier. Mais si la confédération donnait cette réponse, elle devrait abandonner sa fausse neutralité politique et dire quel gouvernement peut exproprier le capital, quel pouvoir peut construire et gérer une économie au service des grandes masses et comment.

LA "PARTICIPATION" CONTINUE

Aucune résolution ne dresse un ensemble de revendications, ne constitue un cahier des revendications ouvrières et ne prévoit les moyens pour les arracher. A aucun moment dans ce congrès il n'a été fait état de la nécessité de réaliser le Front Unique des centrales, des fédérations, des syndicats afin d'engager le combat sans lequel ces revendications ne sauraient être arrachées. Aucune résolution ne dénonce les innombrables accords qui donnent peu ou prou satisfaction aux "revendications du patronat" que la direction sortante a "négociés" et signés. L'une de ces résolutions reprend même à son compte la *"convention du 30 décembre 1987"* sur l'assurance chômage qui augmente la cotisation ouvrière, ne prévoit plus qu'une seule revalorisation par an des allocations, *"d'autre part la règle permettant d'appliquer au salaire de référence la moitié des taux de la dernière revalorisation du salaire connue est supprimée"*, etc...

La confédération F.O. reste résolument pour la présence dans les organismes de participation : Conseil Économique et Social, Comités Économique et Sociaux régionaux, les Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT), les Conseils d'Administration des entreprises publiques, les Conseils d'École, les Conseils d'Administration, Conseils de secteurs départementaux, académiques et régionaux de l'Éducation Nationale, etc...

Pour que nul ne l'ignore, le futur secrétaire général de F.O., Marc BLONDEL, a écrit dans "Le Monde" du 24 janvier 1989 un article où il souligne la volonté de F.O. de participer à l'élaboration du plan.

> *«Nous avons toujours marqué notre attachement à l'existence d'un plan souple et indicatif, engageant les pouvoir publics et préparé par consultation des interlocuteurs sociaux. Le plan représente à la fois un exercice de cohérence, de perspectives, d'information, trois fonctions encore plus nécessaires en période d'incertitude et de difficultés économiques et sociales».*

F.O. ne combat surtout pas pour un plan de production qui impliquerait l'expropriation du capital et serait élaboré et réalisé sous contrôle ouvrier. Par contre, elle entend participer dans le cadre du Conseil Économique et Social à l'élaboration d'un plan qui, par nature, ne peut être qu'un plan s'inscrivant dans le cadre du mode de production capitaliste et contribuant à sa "prospérité". C'est logique.

Dès lors, on apprécie ce que signifie cette formule utilisée dans la résolution : *"Pas de démocratie sans syndicalisme libre" : (le mouvement syndical) n'a pas pour vocation d'être porteur d'un projet de société"*. C'est une rouerie de langage pour proclamer : la confédération F.O. se situe résolument dans le cadre de la société capitaliste.

CONTRADICTIONS

L'échec de BERGERON, la défaite de PITOUS, l'élection de Marc BLONDEL, constituent néanmoins un événement politique de première importance. Une comparaison s'impose : celle de l'élection de MAUROY contre le candidat de MITTERRAND, FABIUS, comme premier secrétaire du P.S.. Aucune illusion n'était permise : MAUROY a été de 1981 à 1984, le premier ministre du gouvernement MITTERRAND-MAUROY-FITERMAN-CRÉPEAU, le gouvernement de "l'Union de la Gauche". Il est et reste un défenseur du régime capitaliste en crise. Mais alors que FABIUS se situe ouvertement dans la perspective de transformer le P.S. en parti "démocrate à l'américaine", MAUROY incarne la tradition de la SFIO et du P.S.. "Transformer" le P.S. en parti "démocrate à l'américaine" serait le détruire. La bureaucratie social-démocrate a besoin, pour jouer son rôle et se survivre, que le P.S. conserve ses relations avec la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse, reste un parti ouvrier bourgeois, un parti traître, mais un parti ouvrier.

La bureaucratie de F.O. est confrontée à des problèmes du même genre. La crise du régime capitaliste fait qu'il n'y a plus de *"grain à moudre"*. Se soumettre totalement, étroitement à la société, à l'État bourgeois, au patronat, au moment actuel, signifie se faire ses instruments d'attaque contre le pouvoir d'achat, les acquis de la classe ouvrière, de l'aggravation des conditions de travail et de vie des travailleurs, de la surexploitation.

BERGERON a été le secrétaire général des années où il y avait encore *"du grain à moudre"*. Entre 1981 et 1984 il a été l'adversaire passif, mais déclaré, du "gouvernement de l'Union de la Gauche", en se situant d'ailleurs d'un point de vue réactionnaire. Dans son rapport moral au 16e congrès, il a rappelé : *"notre réaction la plus vive a été provoquée par l'entrée de quatre ministres communistes au gouvernement"*. Mais enfin la confédération F.O. est apparue un moment comme s'opposant à la politique anti-ouvrière du gouvernement MITTERRAND-MAUROY-FITERMAN-CRÉPEAU. Au 15e congrès, en novembre 1984, le rayonnement de F.O. était à son maximum, la popularité de BERGERON à son zénith. Son rapport moral a été approuvé par 98,72 % des voix. Un plébiscite. A peine un mois plus tard c'était l'affaire de l'accord concocté par F.O. et le CNPF sur l'aménagement du temps de travail, la fléxibilité. Devant l'indignation des fédérations, le bureau confédéral a alors été contraint de ne pas le signer. L'accord fut un accord mort-né. Mais depuis...

Une grande partie de l'appareil de F.O. voudrait desserrer l'étreinte que l'État bourgeois et le patronat exercent sur F.O.. Elle voudrait que F.O. reste dans la tradition "réformiste". Une autre partie est prête, sur la lancée de BERGERON, mais en allant jusqu'au bout, à se coucher totalement et à accepter toutes les exigences de l'État, des gouvernements, du patronat (recomposition syndicale, syndicalisme d'accompagnement). BLONDEL représente la première partie de l'appareil, PITOUS la seconde. La bataille a été extrêmement dure. Elle a été menée en utilisant tous les moyens. BLONDEL et ses amis n'ont pu la gagner qu'autant qu'ils ont été soutenus, portés par les militants et la base de la confédération. Pour ces militants, ces syndiqués, ces travailleurs, il s'agissait d'une question décisive : ou la confédération restait une confédération syndicale ; ou par la "recomposition", le "syndicalisme d'accompagnement", c'était sa destruction en tant qu'authentique confédération syndicale et finalement sa liquidation.

DES CHAÎNONS D'UN DÉVELOPPEMENT

La défaite de BERGERON et de PITOUS, l'élection de BLONDEL au secrétariat de la confédération sont des chaînons de tout un développement politique : le mouvement des étudiants et des lycéens de novembre-décembre 1986 ; la défaite des partis bourgeois aux élections présidentielles et à l'Assemblée Nationale ; la non-participation massive des électeurs habituels du P.S. et du P.C.F. aux élections cantonales, partielles, au référendum du 6 novembre ce qui exprime leur rejet de la politique du gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON et de ce gouvernement ; les mouvements ouvriers qui ont eu lieu à l'automne 1988.

Un autre rapprochement s'impose. Certes, l'Union Générale des Travailleurs de l'État espagnol n'est pas identique à la confédération F.O.. L'U.G.T. a été constituée en liaison organique avec le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol. Ces dirigeants siègent à la direction de ce parti. Ils ont longtemps soutenu le gouvernement GONZALEZ. Avec les Commissions Ouvrières, ils ont signé le pacte de la Montcloa, pacte qui subordonnait la classe ouvrière, la jeunesse à la politique de défense du capitalisme espagnol du gouvernement du PSOE. Longtemps ils ont poursuivi cette politique.

Mais la pression de la classe ouvrière, des militants de l'U.G.T. se dressant contre cette politique a finalement contraint la direction de l'U.G.T. à prendre ses distances, sinon à rompre, avec le gouvernement GONZALEZ. Elle a été amenée à prendre l'initiative du mouvement auquel se sont ralliées les Commissions Ouvrières, la grève générale du 14 décembre 1988, grève qui annonce de nouveaux développements de la lutte des classes dans l'État espagnol. Il y a une parenté entre ce qui s'est passé à l'U.G.T. et à F.O.. Mais dans le premier cas la direction de l'U.G.T. dans son ensemble a pris un certain virage, tandis qu'à Force Ouvrière il y a eu clivage dans l'appareil et une bataille féroce entre les différentes parties de cet appareil.

RÉPERCUSSIONS ET VÉRITABLES RESSORTS

La défaite de BERGERON et de PITOUS, l'élection au secrétariat général de BLONDEL vont avoir d'énormes répercussions dans toutes les organisations syndicales, la F.E.N., la C.G.T.. Déjà à l'intérieur de la F.E.N. en réaction au projet de loi de programmation de l'enseignement public du gouvernement, de puissantes contradictions s'exacerbent. La F.E.N., pas plus que

la C.G.T., ne peuvent échapper au mouvement en profondeur dont les événements qui ont eu lieu au 16e congrès confédéral sont un écho amoindri et déformé.

F.O. n'est pas la plus puissante des confédérations syndicales, mais elle occupe sur l'échiquier syndical (donc politique) une position particulière. Ce qui s'y passe, ses initiatives ont autant d'importance pour le mouvement ouvrier, le prolétariat français que ce qui se passe dans l'U.G.T., les initiatives de l'U.G.T. pour le mouvement ouvrier, la classe ouvrière de l'État espagnol. Même ponctuelle, partielle et limitée l'opposition de la confédération F.O. à la politique gouvernementale et patronale, peut contribuer à la mobilisation générale de la classe ouvrière. Or, le gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON en raison des rapports politiques que les élections présidentielles et à l'Assemblée Nationale ont exprimés et développés et qui depuis ont continué à se développer, a besoin pour appliquer sa politique anti-ouvrière du concours des appareils syndicaux de F.O., de la F.E.N., de la C.G.T.. Les événements qui ont eu lieu au congrès confédéral de F.O. vont avoir des répercussions politiques jusqu'au niveau gouvernemental.

Au-delà des faits eux-mêmes il y a les ressorts véritables et puissants qui n'apparaissent pas obligatoirement immédiatement au grand jour. Dans les profondeurs de la classe ouvrière se prépare, s'élabore un puissant mouvement politique qui, pour que les revendications des travailleurs soient satisfaites, affrontera le gouvernement actuel et tendra à porter au pouvoir un autre gouvernement. Les événements du 16e congrès confédéral montrent que la classe ouvrière va une fois encore s'efforcer d'utiliser ses organisations traditionnelles, les centrales F.O. et C.G.T., la F.E.N. mais aussi le P.S. et le P.C.F..

De ces organisations le prolétariat exigera d'une façon ou d'une autre qu'elles rompent avec la bourgeoisie et cela, si engagées qu'elles soient au côté de la bourgeoisie, du CNPF, des organisations et partis bourgeois. C'est au fond ce que militants et travailleurs de F.O. espèrent de la direction BLONDEL. Le prolétariat exigera cette rupture y compris des organisations qui dirigent des gouvernements au côté de représentants du capital et à son service. C'est ce que prouve encore l'exemple de F.O. où la direction a marché depuis la constitution de cette centrale la main dans la main avec le CNPF et les hommes politiques de la bourgeoisie et depuis des années de l'U.D.F. et du R.P.R., ou l'exemple de l'U.G.T. dans l'État espagnol. Le prolétariat exigera que ces organisations réalisent le Front Unique et du P.S. et du P.C.F. qu'ils constituent un gouvernement sans ministre bourgeois. C'est ce qui est potentiellement contenu dans cette poussée à l'intérieur de F.O. derrière laquelle on perçoit les processus moléculaires en cours à l'intérieur du prolétariat et de la jeunesse. Les conséquences des résultats des élections municipales, comme ce mouvement moléculaire, se feront sentir à l'intérieur du P.S. et du P.C.F. et ils joueront dans le sens de crises, de différenciations, dans ces partis.

TOUT COMMENCE

De là il serait erroné de conclure que l'appareil de Force Ouvrière a changé de nature. Il reste un appareil lié à la bourgeoisie, à l'État bourgeois, à la société capitaliste, à leur défense, l'appareil de F.O. est contre la réalisation du Front Unique des organisations ouvrières pour arracher les revendications. BERGERON se ralliant en dernière instance à la candidature de BLONDEL au C.C.N. a été accusé de trahison par les partisans de PITOUS. Non. A défaut de faire triompher son orientation et son candidat, il savait que BLONDEL et la partie de l'appareil qui soutien ce dernier, restent dans le cadre.de la société bourgeoise, du capitalisme en crise. Les résolutions analysées plus haut le démontrent clairement. Les appareils des centrales syndicales, de la F.E.N., ne sont pas plus redressables que ne le sont le P.S. et le P.C.F.. Ils sont et restent contre-révolutionnaires. D'ailleurs, le C.C.N. d'après le 16e congrès est le même que le C.C.N. d'avant ce congrès. Toutes les autres structures de F.O. restent les mêmes.

BLONDEL et son équipe vont être confrontés à des contradictions insurmontables. D'un côté leur dépendance par rapport à la société, l'État bourgeois, leur lien maintenu avec le patronat qui ne peuvent plus donner de "grain à moudre", mais présentent aux dirigeants syndicaux leurs "revendications" contre les acquis de la classe ouvrière. De l'autre les aspirations et besoins des militants, des syndiqués qui les ont portés à la direction de F.O. pour que F.O. rompent ses liens et ses pratiques de ces dernières années. Il est probable que la crise ne fait que commencer. D'autant plus que ce qui est en développement dans les profondeurs du prolétariat va se poursuivre. D'autant plus que les "pitousiens" restent puissants au sein du C.C.N. et de l'appareil F.O.. A quoi il faut ajouter que BLONDEL pourrait bien à un moment ou à un autre se retourner contre ses alliés de "gauche". Ce ne serait pas la première fois que ce genre de renversement d'alliance se produirait.

LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT C.P.S.

47 professeurs du collège HONORÉ DE BALZAC (NEUILLY SUR MARNE) ont signé le texte ci-dessous :

Nous nous sommes réunis en Assemblée Générale le mardi 24 janvier 1989. Nous avons analysé le projet Jospin-Rocard sur la pseudo-"revalorisation" de l'enseignement et de la situation des enseignants. Nous avons conclu cette analyse par la constatation : il faut rejeter en bloc ce projet, il est inamendable, il n'est pas négociable. Nous avons voté un texte disant, entre autres points exigeant une revalorisation de nos salaires : rejet pur et simple du projet Jospin.

Nous avons discuté des rôles respectifs de la direction de la F.E.N. et de ses différents syndicats, notamment de celle du S.N.I.. Il nous est apparu que la direction de la F.E.N. avait pris une part importante dans l'élaboration de ce projet à l'encontre des intérêts de l'ensemble des enseignants et des élèves.

Aujourd'hui, 27 janvier 1989, nous sommes en grève, à l'appel de la direction nationale du SNES et de sections départementales du SNI-PEGC, pour exiger le retrait du projet Jospin-Rocard. Il nous apparaît que la satisfaction de cette exigence dépend de la satisfaction d'une autre exigence, qui lui est corollaire : dirigeants de la F.E.N., dirigeants des syndicaux de la F.E.N., le projet Jospin n'était pas négociable, ne le négociez pas ! ROMPEZ LES NEGOCIATIONS ! Refusez de cautionner l'organisation de l'éclatement de l'Education Nationale.

Aujourd'hui, grévistes ou non, nous affirmons notre opposition au projet. C'est pourquoi nous exigeons de nos représentants syndicaux qu'ils manifestent la leur en rompant les négociations ; les dirigeants du SNES ont caractérisé le projet comme non négociable : qu'ils quittent publiquement la table des négociations et appellent les dirigeants de la F.E.N., des autres syndicats de la F.E.N. et les autres participants à faire de même.

Rocard ayant affirmé : «Rien ne pourra se faire sans l'accord des enseignants (et donc de leurs représentants)», le retrait du projet Jospin exige une telle démarche de la part de nos représentants syndicaux.

Neuilly sur Marne,
le 27 janvier 1989

Le texte suivant a obtenu 37 signatures :

PRISE DE POSITION DES INSTITUTEURS
DE L'ECOLE LOUISVILLE PRIMAIRE (MONTPELLIER)

Les propositions ROCARD-JOSPIN sont inacceptables.
Nous ne les acceptons pas.
Aussi, une réponse immédiate s'impose :
Les dirigeants de la F.E.N., ceux du S.N.I., ceux du S.N.E.S. et de tous les autres syndicats enseignants DOIVENT, SANS ATTENDRE, ROMPRE LES NEGOCIATIONS AVEC JOSPIN, POUR OBTENIR LE RETRAIT DU PROJET ROCARD-JOSPIN.

Alors, seront réunies les conditions pour engager la mobilisation pour arracher une réelle revalorisation salariale de TOUS les enseignants.

- Pas de salaire inférieur à 8 000 F nets.
- Répercussion sur toutes les catégories dans le respect des qualifications.
- Pas de salaire au mérite, maintien des garanties statutaires et des acquis collectifs.

Fait le 31 janvier 1989.

Les enseignants de l'E.N. d'Auxerre réunis en intersyndicale le 31 janvier 1989, s'adressent à leurs syndicats. Ils estiment inacceptables les projets proposés par Jospin et exigent :

- le retrait pur et simple des projets ministériels et, par conséquent, que les syndicats arrêtent les négociations ;
- la revalorisation pour toutes les catégories ;
- le maintien d'une réelle formation professionnelle pour tous les instituteurs dans la cadre des Ecoles Normales départementales.

Ils se déclarent prêts à faire la grève générale jusqu'à satisfaction de leurs revendications et appellent les syndicats à la préparer dès maintenant.

Ils s'adressent particulièrement au SNPEN afin qu'il prenne tous les contacts nécessaires avec les syndicats concernés par la formation des maîtres pour préparer cette grève générale afin d'obtenir le maintien des Ecoles Normales départementales.

Syndiqués du SNPEN, du SNEP, du SGEN,
du SNES, du SNI-PEGC et non syndiqués.

DIRIGEANTS DE LA FEN

DU SNES, DU SNI, DU SNEP, DE TOUS LES SYNDICATS ENSEIGNANTS,

DECLAREZ QUE LE PLAN JOSPIN-ROCARD N'EST PAS NEGOCIABLE

QUITTEZ CES NEGOCIATIONS!

Nous refusonsle plan Jospin pour l'Education nationale. Ce plan:
- ne prevoit aucune REVALORISATION des salaires de TOUS LES ENSEIGNANTS;
-introduit le salaire individualisé (1er grade réservé à ceux qui le mériteraient)
-crée de nouveaux corps de professeurs recrutés à un niveau inférieur à celui exigé actuellement;
-ouvre la voie à l'alourdissement de la charge de travail de tous, à la concurrence entre établissements au sein du service public et à terme à la disparition du baccalauréat comme diplome national.
- ne prévoit aucun allegement des effectifs des classes.

Ce plan , qui remet en cause nos acquis statutaires et conduit à l'éclatement de l'Enseignement public, n'est pas négociable
IL DOIT ETRE REJETE

DIRIGEANTS DE LA FEN, DIRIGEANTS DE TOUS LES SYNDICATS ENSEIGNANTS, DeCLAREZ QUE VOUS REJETEZ L'ENSEMBLE DU PLAN GOUVERNEMENTAL, ROMPEZ IMMEDIATEMENT LES NEGOCIATIONS engagées par le gouvernement sur ces bases!

Alors se réuniront les conditions pour imposer la revalorisation de nos salaires et la satisfaction de nos revendications essentielles.

Adopte par les instituteurs réunis à l'initiative de la sous-section SNI de Longjumeau (91) le 26 janvier 1989 par 16 pour, 5 contre, 3 abstentions.

Le même texte a été repris lors d'une Assemblée Générale d'instituteurs de Pantin, le 11 février 1989 avec la participation d'un dirigeant départemental Unité et Action. Résultat du vote : **21 POUR, 3 CONTRE, 35 ABSTENTIONS.**

Ce texte a également été contresigné par **22 enseignants** du collège P. Mendès France de Marcoussis (Essonne), syndiqués SNES, SNI, SNEP, SNETAA (FEN), ou non syndiqués.

DIRIGEANTS DE LA F.E.N. ET DE SES SYNDICATS :
- rompez les "négociations" sur le projet de loi d'orientation, projet de loi type DEVAQUET
- revendiquez : pas de salaire d'enseignement à moins de 8 000 frs par mois, revalorisation selon la qualification

LA "PRIORITÉ" DU SEPTENNAT...

Dans sa "Lettre aux Français", François MITTERRAND présentait l'Éducation Nationale comme l'objectif majeur, la priorité de son septennat. Cette priorité a fait de Lionel JOSPIN, Ministre de l'Éducation Nationale, un "ministre d'État", second du gouvernement après Michel ROCARD. Pour remplir sa tâche, il pouvait s'appuyer sur deux projets, très proches, et pour cause : l'un du Parti Socialiste, qu'il avait présenté lui-même, avec Laurent FABIUS en novembre 1987 ; l'autre de la F.E.N., "l'école de l'an 2000", adopté en son congrès de La Rochelle en février 1988. Très proches, et pour cause : depuis de longs mois ils avaient été préparés par des rapports directs entre les deux directions politiquement liées du P.S. et de la majorité "Unité, Indépendance et Démocratie" de la Fédération de l'Éducation Nationale.

Mais pourquoi avoir placé au centre des projets politiques du gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON une question aussi délicate et explosive, une question sur laquelle nombre de gouvernements antérieurs avaient buté jusqu'à mettre leur propre existence en jeu ? Sans reproduire ici les analyses fournies par C.P.S. dans les numéros précédents, en particulier à propos du projet de loi DEVAQUET, rappelons-en brièvement les raisons.

La crise du capitalisme, son aggravation au fil des dernières années ne permettent plus d'attendre. Les objectifs de la bourgeoisie française en matière d'enseignement ont été tracés dès 1955 par le CNPF : suppression des CAP en 3 ans, du bac remplacé par un examen de fin d'études, de la "mystique des diplômes", etc... pour aligner tout l'appareil éducatif sur les besoins du capitalisme en crise, c'est-à-dire abaisser la valeur de la force de travail, faciliter la mobilité, le travail précaire, la déqualification. Bref, **rentabiliser** un système devenu trop coûteux et insuffisamment "productif" en ce sens.

Malgré les coups portés depuis cette date à l'enseignement public, l'objectif n'a pu être atteint par aucun des gouvernements précédents. Le plus, en apparence, en mesure de le faire, celui de Jacques CHIRAC, a dû capituler sur les projets portés par DEVAQUET et MONORY. Mais l'urgence n'en est que plus grande et nous l'avons montré dans notre précédent numéro. Tous les "experts" le disent, tous les personnels le sentent, le système est à la veille du blocage, de "l'explosion". Qu'il le souhaitât ou non, que les circonstances politiques lui soient favorables ou non, le gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON, en tant que gestionnaire des intérêts du capitalisme français en crise ne pouvait pas éviter d'en faire un objectif majeur de sa politique.

Il le pouvait d'autant moins qu'il s'est fixé pour tâche de réaliser les meilleures conditions possibles de compétitivité du capitalisme français dans "l'Europe" de 1993. Le temps presse. Le Commissariat au Plan a été confié à l'un des hommes politiques bourgeois de "l'ouverture", Lionel STOLÉRU, avec pour mission de le revitaliser et de préparer un Xe plan qui cadre la préparation au marché unique européen ("Le Monde" du 26 janvier). C'est ce que STOLÉRU précisait lui-même en ces termes :

> *«le Plan français est le miroir européen de la France, il est à la fois la stratégie de la France vers le marché unifié du 1er janvier 1993 et le reflet de l'ambition européenne de notre pays».* ("Le Monde" du 9/11/88).

Or, le projet du Xe plan présenté par STOLÉRU le 24 janvier, tout entier ordonné sur la compétition économique qui s'annonce sous l'égide du "marché unique" **place également en première priorité l'éducation-formation**, selon une orientation qui effectivement cadre et explique celle des discours de ROCARD et des projets présentés par JOSPIN.

Il s'agit d'aligner l'enseignement en France sur "la meilleure performance européenne", et le gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON ne dispose que de trois ans pour cela. C'est ce que confirme ROCARD lui-même :

> *«Il ne faut tout de même pas oublier que, en termes de services rendus à la nation par la qualité de la production du système, l'Allemagne se porte mieux que nous. Or, elle n'a pas de ministre fédéral de l'Éducation. L'éducation est complètement éclatée entre les Länder»* (interview du "Monde de l'Éducation").

... DÉMANTELER L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Commentant ces propos, le récent manifeste de la tendance "Syndicalisme unitaire" de la F.E.N. écrit à juste titre :

> *«En Allemagne, l'enseignement est en effet "éclaté", soumis aux pouvoirs régionaux et subordonné par eux à leurs besoins et conditions d'emploi. L'enseignement professionnel y est entièrement et directement dominé par le patronat qui y considère la culture générale comme superflue.(...)*
>
> *Ce système est en Europe celui qui satisfait le mieux les intérêts de l'économie capitaliste en crise, ses exigences de rentabilité, de compétitivité. Il a déjà été invoqué comme modèle par CHIRAC et MONORY. Les mesures préconisées à leur demande par les rapports et les projets ANDRIEU, DE CHALENDAR, VALADE, LESOURNE... DEVAQUET, avaient pour but de s'en rapprocher : autonomie, concurrence entre les universités, les établissements, décentralisation, rentabilisation, rapports enseignants-entreprises...*

Tel est en effet le sens actuel de l'offensive menée par le gouvernement, obligé de s'attaquer particulièrement au corps enseignant, comme nous l'avons montré dans le numéro précédent de C.P.S. (n° 25 - p.9/10).
A cet égard ses projets concrets, tels qu'ils ont été présentés par Lionel JOSPIN les 17 et 18 janvier aux "partenaires sociaux" confirment ce que nous en avions auguré dans ce même numéro (p.10/11).

- Refus de revaloriser les traitements des enseignants ;
- Instauration des salaires au mérite ;
- Éclatement des statuts : 4 corps et au total 15 grades différents- pour bloquer les carrières du plus grand nombre ;
- Baisse du niveau des exigences, "allégement" des programmes, des heures de cours, accroissement des charges de travail par enseignant ;
- Dislocation de l'enseignement public ; concurrence entre les établissements, subordonnés au marché local et aux chefs d'entreprise.

LES ENSEIGNANTS REFUSENT EN BLOC LES PLANS DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON savait évidemment que de tels projets allaient susciter l'opposition des enseignants. Pour l'affronter, il avait besoin de l'accord des dirigeants de la F.E.N. et de ses grands syndicats, et il pensait pouvoir compter sur leur appui pour les faire participer y compris à leur application. Les rapports entre les dirigeants du P.S. et de la F.E.N., depuis 1987, et les discussions officieuses, les premiers contacts officiels en octobre-novembre 1988 visaient à l'assurer. Cependant plusieurs facteurs n'ont pas permis à la machine ainsi huilée de se mettre en route sans grincements.

D'une part Lionel JOSPIN, plus directement concerné que tout autre, et plus sensible aux manifestations du mécontentement des enseignants, à ce que signifiait de ce point de vue un mouvement comme celui du lycée Grammont à Tours à la rentrée, a manifesté pendant plusieurs mois un silence prudent sur le "grand dessein" du gouvernement. En relation avec les clivages internes au P.S., et leurs réfractions au sein de la majorité UID de la F.E.N., et avec les contraintes politiques pesant sur le gouvernement lui-même du fait de sa soumission aux intérêts du capital, Michel ROCARD a décidé de brûler les étapes, par un discours (Limoges le 8/12) et une interview qui ont placé son "ministre d'État" dans l'obligation de passer immédiatement aux actes... et qui ont été ressentis par la masse des enseignants comme une provocation.

En même temps que ces dissensions, se révélaient à leurs yeux les limites politiques du gouvernement lui-même par ailleurs engagé dans la perspective des élections municipales, sur des bases incertaines. Plus que jamais le soutien actif des dirigeants syndicaux s'avérait indispensable.

Sans entrer dans le détail des déclarations des uns et des autres, tous les appareils syndicaux au lendemain des "tables rondes" des 17 et 18 janvier, confirmaient ce soutien. Bien entendu, ils le faisaient avec des langages différents et tous, également, en formulant des oppositions ou des réserves, selon un dosage variable, entre une satisfaction presque complète (SNESup, dirigé par Unité et Action ; SNETAA, dirigé par U.I.D.), et une hostilité proclamée (SNES, SNEP, dirigés par U&A). Entre ces deux attitudes louvoyaient la direction de la F.E.N. et celle du S.N.I.Pegc, indéniablement les deux organisations les plus importantes pour JOSPIN et pour le gouvernement.
L'essentiel est que toutes appréciaient dans les projets des *"mesures positives"* malheureusement entravées par *"une logique inacceptable"* (U&A - Conseil National du SNES du 20 janvier), *«de l'or et du plomb»* (Éditorial de BARBARANT, secrétaire général du S.N.I.Pegc du 18 janvier), la palme revenant à cette formule contournée de "F.E.N.-Hebdo" (20 janvier) :

> *«Si l'art de négocier suppose bien des facettes, il faut avant tout nous assurer qu'il y a une marge de manœuvres entre des propositions initiales* ***souvent intéressantes mais inacceptables*** *sur plusieurs points clés»* (sic-souligné par nous).

En fait les dirigeants de la F.E.N. et de ses syndicats, dès ce moment, se rendraient compte qu'il leur serait difficile de maintenir leur solidarité, directe ou détournée selon les cas, avec le gouvernement auteur d'un tel projet. **Tous s'accrochaient au fait que les *"négociations"* étaient engagées**, qu'il fallait les poursuivre, *"dans la durée"*, et surtout en convaincre la masse des enseignants. En quelques jours, la réaction de ces derniers les a obligés à tourner de façon sensible.

Dès les 19/20 janvier, massivement, dans toute la France, les enseignants des écoles, des collèges, des lycées manifestent qu'ils refusent en bloc les plans du gouvernement. Les directions sont assiégées d'appels sur minitel (1200 en deux jours écrit une circulaire du SNETAA). Partout où les propositions d'adresse aux dirigeants syndicaux "ROMPEZ LES NÉGOCIATIONS" sont formulées par les militants du Comité pour la construction du P.O.R. ou ceux de la tendance "Syn-

dicalisme Unitaire", elles reçoivent un accueil favorable, avec un temps de réflexion d'abord, puis avec une adhésion de plus en plus large.

Rapidement, les témoignages de cette opposition deviennent innombrables. La presse, la radio, la télévision, avec la meilleure volonté du monde, ne peuvent les occulter. Dans les manifestations qui vont suivre, le 27 janvier à l'appel du SNES, le 1er février à l'appel du S.N.I.Pegc, les pancartes des établissements, des participants individuels exigent LE REJET, tandis que celles des officiels (le 1er février) ne demandent à JOSPIN que de "revoir sa copie". Le contenu de certaines d'entre elles manifeste une évidente compréhension des rapports politiques, se référant à la réforme MONORY des lycées, au projet de loi DEVAQUET **et à sa défaite**, y compris aux conséquences qui peuvent en résulter pour le P.S. aux prochaines élections municipales.

A la manifestation du S.N.I.Pegc le 1er février, les instituteurs refusent de se disperser comme les y invite la sono. Ils sifflent les dirigeants qui refusent de prendre la parole, d'ouvrir aucune perspective de combat, et les renvoie aux quatre coins de la France dont ils sont venus pour manifester CONTRE le "plan JOSPIN"...qu'on leur propose "d'améliorer". Dans les trains et les cars, au retour, c'est la colère, y compris parmi les militants UID et même les responsables locaux et départementaux d'habitude fidèles à la direction.

Le lendemain à la radio, Yannick SIMBRON, secrétaire général de la F.E.N., appelle le gouvernement à *"faire quelque chose"* car, dit-il, *"nous sommes au bord de l'explosion"*.

A leur corps défendant, comme lors de la manifestation des fonctionnaires en octobre, les appareils ont laissé voir que pour obtenir satisfaction, c'est contre le gouvernement qu'il faut se dresser et lui infliger une défaite décisive.

LES DIRIGEANTS SYNDICAUX S'ACCROCHENT A LA NÉGOCIATION ET MISENT SUR LA DIVISION

Si les dirigeants du S.N.I.Pegc ont appelé à manifester, ceux du SNES à faire grève et également à manifester, cela ne signifie pas qu'ils entendent rompre avec le gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON, rupture qui, dans les conditions actuelles, passe par la rupture des "négociations" sur la loi d'orientation. Au contraire : s'ils ont dû tenir compte de la pression opérée sur eux par la réaction de la masse des enseignants, ils continuent aujourd'hui à se cramponner à la négociation pour éviter que le gouvernement ne soit mis en cause par une défaite semblable à celle infligée à CHIRAC par le rejet du projet DEVAQUET.

BARBARANT persiste à affirmer : *"Nous ne rejetons pas en bloc le projet gouvernemental"* ("Le Monde" - 2 février). Il faut donc négocier. Dans les manifestations où le mot d'ordre *"Aucune négociation"* faisait tache d'huile, dans les sections, les responsables Unité et Action du S.N.I.Pegc comme du SNES sont les premiers à s'y opposer, au secours des dirigeants UID.

Mais parce qu'ils se refusent à accomplir le pas décisif, celui de la rupture avec le gouvernement, ils n'ont d'autre ressource pour le soutenir que de tenter de dénaturer, dévoyer, disloquer le mouvement amorcé par les enseignants.

C'est ainsi que le dispositif "de grande ampleur" mis en place par la direction du SNES reprend une fois de plus un programme de grèves de 24 H étalées hebdomadairement jusqu'à la mi-mars et assorties "d'actions diverses" laissées à l'initiative de chacun. C'est la méthode habituelle pour tenter de casser toute perspective de mobilisation unitaire se fixant comme objectif non pas de "peser sur la négociation", mais **d'obtenir satisfaction.**

Quant à la direction du S.N.I.Pegc, par la revendication qu'elle place au premier plan (l'alignement des instituteurs sur les certifiés), elle tend inévitablement à dresser l'une contre l'autre les deux catégories, et à enfermer les premiers dans la mystification du "corps unique".

D'une part, en effet, les revendications indiciaires avancées par la direction du S.N.I. et à sa suite par celle de la F.E.N. pour cette unification se traduisent par une **dévalorisation** des certifiés, payant les avantages demandés pour les instituteurs.

D'autre part *"l'unification"* au niveau des certifiés... est inscrite dans les projets formulés par JOSPIN : le grade le plus favorisé (grade *"d'avancement"* devant *"conduire à un indice comparable à celui des certifiés actuels"* (JOSPIN - 18 janvier)... en fin de carrière !

Que demandent donc de plus les dirigeants UID ? Un traitement de certifié immédiatement pour tous les instituteurs ? Ils savent très bien qu'une telle revendication (quoi qu'on en pense par ailleurs) est hors de proportion avec les possibilités d'un gouvernement qu'ils ne veulent pas mettre en cause. Une *"unification"* progressive ? Elle n'est pas exclue, pour une fraction, dans la logique de dislocation des plans actuels, mais **sans aucun relèvement immédiat des salaires des instituteurs actuels.**

Cette "revendication" est en fait une autre forme de soutien au gouvernement, dans la suite des accords passés avec la direction du P.S. en fin 87-début 88, **et une mystification à l'égard de la masse des instituteurs**, contre lesquels elle tend délibérément à dresser les professeurs du second degré.

LE GOUVERNEMENT EN ÉCHEC
SA SEULE CHANCE DE RÉUSSIR : LA DIVISION DES ENSEIGNANTS

Tout indique l'embarras du gouvernement qui sait que le mouvement des enseignants, s'il se développe jusqu'au bout, peut lui infliger une défaite majeure, à la mesure même de son ambition sur une telle question.

Le 27 janvier, à la Roche-sur-Yon, le Premier ministre se laisse aller à menacer les enseignants hostiles : *"Faites attention au prix que vous paierez vos hurlements..."*. Lionel JOSPIN, sur la défensive, assure *"qu'on ne l'a pas compris"*. Il comptait sur les dirigeants de la F.E.N. pour *"faire passer le message"*. Ils n'ont pas réussi. Il envisage un moment de s'adresser directement à chaque enseignant, par dessus leur tête, par lettre personnelle, puis n'en parle plus. A l'encontre de la direction du S.N.I.Pegc, il assure aux instituteurs qu'ils ne sont pas oubliés dans son projet. Il s'efforce de rassurer : *"tout sera dialogué"* (sic).

Fait significatif : MITTERRAND, devant les avatars de sa *"priorité des priorités"*, se tait. Prudemment. Au sein du Parti Socialiste les clivages, les éléments de crise, s'accentuent : de plus en plus nombreux les militants, en particulier les syndicalistes enseignants, manifestent leur désarroi, leur rancœur, accusant ROCARD publiquement de détruire l'audience du P.S.. Lionel JOSPIN se débat seul. Il sait qu'un échec ruinerait son avenir politique et ce sont, au P.S., des choses qui comptent.

Le 2 février, à la télévision, il s'annonce prêt à "bouger" -c'est-à-dire reculer-. Mais en même temps, tout véritable recul lui est impossible. Sa seule possibilité est de donner aux dirigeants du S.N.I.Pegc, de la F.E.N., du SNES, *"du grain à moudre"* **pour leur permettre de contenir et canaliser l'hostilité et la volonté de combat des enseignants.**

A la direction du S.N.I.Pegc, il concède un *"alignement des instituteurs sur les certifiés"*... par des mesures **qui ne changeraient rien à ses plans** : création d'un échelon supplémentaire (octroyé au mérite ?), salaire de certifié aux "nouveaux instituteurs" recrutés désormais à la licence... Pratiquement c'est sans incidence immédiate sur l'enveloppe budgétaire. Et de quoi sera fait demain ?

A la direction du SNES, il concéderait le renoncement à la création du corps de professeurs de collèges. L'inconvénient, c'est que celles de la F.E.N. et du S.N.I.Pegc, qui y voyaient un moyen de garantir leur majorité dans l'organisation syndicale, s'en étaient hautement félicitées. Et comme "Le Monde" le note le 4 février : *"Reste à connaître la réaction des 73 000 PEGC encore en activité, pour qui le nouveau corps de collège représentait un espoir"*, et , ajouterons-nous, qui ne gagnent rien de ce qui est promis ci-dessus aux instituteurs. Or, la majorité des PEGC syndiqués, le sont au S.N.I.Pegc... Comment celui-ci peut-il garantir aujourd'hui leur acceptation ?

La seule chance de réussite pour Lionel JOSPIN, au compte du gouvernement MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON, c'est le blocage du mouvement des enseignants par la division. C'est de l'alimenter lui-même par ses propositions et c'est ce à quoi il s'emploie au moment où nous écrivons.

A LA BASE : LES RAPPORTS POLITIQUE DEPUIS MAI-JUIN 1988

Pour comprendre la situation actuelle dans l'enseignement, il faut partir de la réélection de François MITTERRAND et des élections législatives de 1988 qui ont envoyé à l'Assemblée Nationale une majorité de députés P.S.-P.C.F..

Ce que les masses ont inscrit dans leur vote, c'est leur rejet du gouvernement CHIRAC et avec lui tout gouvernement comprenant des ministres bourgeois, toute politique au service des intérêts de la bourgeoisie. Ce que les personnels de l'enseignement, qui y ont puissamment contribué, y ont inscrit, c'est plus particulièrement le rejet de la politique de MONORY, du projet de loi DEVAQUET. C'est leur volonté de voir satisfaites leurs revendications sur les salaires et sur les conditions de travail. La réponse du gouvernement, c'est l'aggravation de leurs conditions de travail, c'est le refus de la revalorisation des traitements, c'est la reprise de la politique de CHIRAC-MONORY-DEVAQUET.

C'est cette contradiction entre le mouvement des masses et la politique du gouvernement nommé par MITTERRAND qui est au cœur des rapports politiques actuels, en particulier dans le milieu enseignant. Déjà pour CHIRAC pourtant à la tête d'un gouvernement autrement plus stable et plus fort que celui-ci, l'expérience a montré qu'il ne lui suffisait pas d'avoir bien préparé ses plans pour les appliquer. A plus forte raison aujourd'hui, où ceux-ci aboutissent en fait, et beaucoup plus rapidement, à engager un processus de déstabilisation du gouvernement.

Il en est de même en ce qui concerne la direction de la F.E.N.. Elle aussi a préparé ses plans, dans la perspective de soutien au gouvernement (et même initialement, dans celle d'un consensus éventuel avec un nouveau gouvernement RPR-UDF). Mais les rapports politiques issus de mai-juin 1988 la traversent et l'enserrent. Tant que "l'école de l'an 2000" n'était qu'une motion de congrès, programme revendicatif d'une organisation syndicale, celle-là même à laquelle ils avaient à 75 % accordé leur confiance lors des élections professionnelles, les personnels de l'enseignement n'y ont prêté qu'une attention médiocre. Placés devant la réalité de ses conséquences lorsque le gouvernement s'en saisit, ils tendent à se dresser pour dicter leur véritable volonté à la direction de la F.E.N..

Cela ne signifie pas pour autant le déclenchement immédiat et spontané d'un débordement des appareils. A l'évidence, par leur propre mouvement et à travers les obstacles que ceux-ci dressent sur leur route, les enseignants ont avancé essentiellement deux exigences opposées aux plans du gouvernement comme à la politique de leurs propres dirigeants :

- **rejet en bloc** des projets présentés par Lionel JOSPIN et définis auparavant par ROCARD ;

- **affirmation que leurs revendications primordiales portent sur les traitements** et non sur la "rénovation" du système éducatif.

Ils n'ont pas été plus loin pour le moment mais ils l'ont fait avec assez de force pour que tout soit remis en balance pour les dirigeants syndicaux comme pour les appareils.

QUELS MOTS D'ORDRE ?

Ce que les enseignants, TOUS les enseignants, exigent, et que rien ne peut plus occulter, c'est **la revalorisation de leurs salaires**. En même temps les appareils et le gouvernement tentent de se saisir de cette revendication pour les diviser. Les mots d'ordre qui en découlent doivent donc permettre sur cette question l'unité de tout le corps enseignant :

- Rejet total de tout salaire "au mérite" ;
- Revalorisation immédiate des traitements de toutes les catégories, dans le respect des qualifications ;
- Pas de salaires d'enseignants à moins de 8 000 frs mensuels nets - Répercussion automatique sur toutes les catégories ;
- Des postes, des classes, des moyens.

En formulant ainsi les revendications indéniablement communes à toutes les catégories, ces mots d'ordre s'opposent aux mots d'ordre de division destinés à privilégier une catégorie contre une autre et niveler les qualifications fondées sur les connaissances et les diplômes au nom d'une "dignité" morale équivalente.

Aujourd'hui cependant ils ne suffisent pas. Contre les opérations de division suscitées par les appareils et qui commencent à être également alimentées par les gauchistes, il faut affirmer :

- rejet de tout ce qui peut disloquer le mouvement !
- pas de division !
- unification du combat de toutes les catégories !

Ce n'est évidemment pas opposé, mais au contraire **indissociable du mot d'ordre central :**

DIRIGEANTS SYNDICAUX
ROMPEZ LES NÉGOCIATIONS !

Ce qui est en effet immédiatement à l'ordre du jour c'est **la rupture avec le gouvernement** MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON, gouvernement au service du capital, dont le mouvement amorcé par les enseignants démontre la fragilité.

C'est cette rupture que s'efforcent de conjurer les appareils en s'accrochant aux négociations. Ils y sont aidés par d'autres, systématiquement, par exemple, l'École Émancipée (où l'influence de la L.C.R. est prépondérante) et le P.C.I. dirigent leurs diatribes contre le seul "JOSPIN", appellent à manifester *"devant chez JOSPIN"*, en évitant d'expliquer que les plans que celui-ci a présentés ne sont pas les siens, fruits d'on ne sait quelle méchanceté personnelle, mais **ceux du gouvernement** MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON. Il ne s'agit pas d'un "plan JOSPIN", ni même d'un "plan ROCARD-JOSPIN", mais des projets du gouvernement au service du capital.

En ce sens également, on peut appeler au REJET de ces plans, mais il faut aussi préciser qui doit le rejeter et comment. Aujourd'hui le rejet exprimé par la masse des enseignants, tant qu'il ne s'incarne pas formellement par une décision de rupture, reste à mi-chemin de son objectif. Il revient aux directions syndicales d'accomplir cette rupture, et aux enseignants de les y obliger.

Il en va tout autrement du mot d'ordre de "retrait". Encore une fois, qui doit "retirer" les projets ? Il ne s'agit plus cette fois de s'adresser aux dirigeants syndicaux, mais directement au gouvernement en place, qu'il n'est pas question de mettre en cause. C'est ainsi que le "retrait du plan JOSPIN" avancé par le P.C.I. va directement de pair avec le refus de ses militants d'appeler les dirigeants syndicaux à rompre les négociations... et avec les positions du SNUDI-FO et du SNCL-FO où la plupart d'entre eux militent, et qui s'engagent à y participer.

FAIRE AVORTER OU SE DÉVELOPPER UN MOUVEMENT GÉNÉRAL EN GESTATION

Le mouvement amorcé par les enseignants est essentiellement dirigé vers les dirigeants des organisations syndicales : F.E.N., S.N.I.Pegc, SNES, SNETAA... et ceux-ci ont réagi en conséquence. Mais tout n'est pas terminé. Le gouvernement va tenter de mettre à profit les vacances de février, étalées sur trois semaines, pour effectuer quelques ajustements. Ce faisant, et quel que soit l'accord des appareils syndicaux sur ces nouvelles propositions, il ne règlera pas les problèmes pour autant, et en premier lieu **celui des salaires**. L'opposition est trop profonde pour ne pas ressurgir avec plus de force. Il s'agit d'un processus engagé qui doit se poursuivre. La précipitation, la gesticulation ne peuvent provoquer que son avortement.

Les gauchistes, quant à eux, ne se préoccupent pas du mouvement réel des masses. Les intéresse : le caractère soi disant "exemplaire" de leur propre action. A tout moment, ils appellent à la grève, voire à la grève générale. Ils pensent pouvoir se substituer aux organisations syndicales, en ignorant délibérément les frontières et responsabilités de celles-ci, le rôle qu'elles jouent à la fois comme instrument et frein. Ils font comme si elles n'existaient pas. Ils font comme si, sur un simple appel d'eux, un simple coup de sifflet, il pouvait y avoir la "levée en masse". Ce n'est pas seulement une méthode inefficace. Agissant ainsi, en provoquant ici et là des explosions partielles, des "luttes" sans issue, les gauchistes ne peuvent que provoquer l'avortement d'un mouvement global et total qui est en gestation.

Ce n'est pas par hasard que la tactique des dirigeants Unité et Action passe par ce genre d'initiative : "faites tout ce que vous pouvez y compris la grève reconductible". Ils savent que ce faisant ils ne prennent aucun risque : ils échappent ainsi de leurs responsabilités (réagissez à la base") et **de ne pas rompre avec le gouvernement** puisqu'on ne leur demande pas.

Nous avons déjà longuement traité, dans C.P.S., des "coordinations" constituées sur une ligne gauchiste. Il est sûr que dans les semaines qui viennent on va les voir refleurir chez les enseignants et il faut savoir ce qu'elles signifient : un dédouanement des appareils, laissés les mains libres, et un refus de poser la question-clef, celle du gouvernement. Une nouvelle étape va s'ouvrir, celle où des télégrammes, des résolutions envoyés aux dirigeants de la F.E.N. et de ses syndicats, il va falloir passer à l'envoi de délégation, de plus en plus nombreuses et de plus en plus massives pour leur intimer : "Rompez les négociations !".

LA QUESTION DU GOUVERNEMENT

La masse des enseignants sait confusément que pour obtenir satisfaction, il lui faut infliger au gouvernement une défaite décisive, **qui mettra sans nul doute son existence en question** étant donné l'importance de la question, pour lui comme pour la bourgeoisie.
Et ouvertement, des questions sont posées par les enseignants eux-mêmes : quelle solution ? Quel autre gouvernement ? Leur difficulté à répondre d'eux-mêmes à cette question suffit, pour nombre d'entre eux, à expliquer une expectative.

L'issue existe. Il y a une majorité P.S.-P.C.F. à l'Assemblée Nationale. Elle a été élue pour une bonne part par les suffrages des enseignants. Il faudra aller manifester en masse là où ils siègent, à l'Assemblée Nationale, pour exiger d'eux : déclarez que majoritaires à l'Assemblée Nationale vous décidez qu'elle est souveraine, que vous constituez un gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministre bourgeois, émanant de l'Assemblée Nationale et responsable devant elle.

C.P.S. a longuement développé cette perspective. Elle est la seule et plus que jamais dans les circonstances actuelles dans l'enseignement public, qui permette de répondre aux problèmes qui s'y posent.

Le 7/2/89

"CONFLITS RÉGIONAUX" RÉGLÉS ET NON RÉGLÉS

L'un des volets les plus importants des accords conclus depuis 1985 entre Ronald REAGAN et GORBATCHEV est le "règlement des conflits régionaux" pour utiliser l'expression dont s'est servie REAGAN. Ces "conflits régionaux" doivent être évidemment réglés selon les intérêts contre-révolutionnaires de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin, mais préférentiellement selon ceux de l'impérialisme. GORBATCHEV remplit scrupuleusement ses engagements.

IRAN

Ainsi l'armistice a-t-il été signé entre les gouvernements d'Irak et d'Iran aux conditions stipulées par la résolution 598, en date du 20 juillet 1987, du Conseil de Sécurité de l'O.N.U.. En 1980, à son compte et au compte de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, l'armée du régime de Saddam HUSSEIN attaquait l'Iran. Après des succès initiaux, l'armée irakienne a subi défaite sur défaite. En 1987 l'armée iranienne semblait en mesure de couper l'Irak de tout débouché sur le golfe Persique et d'infliger une défaite décisive à l'armée irakienne qui aurait entraîné son effondrement et celui du régime de Saddam HUSSEIN. Les rapports de force entre les différents pays et régimes du Moyen-Orient en auraient été profondément modifiés. En dépit du caractère réactionnaire du régime des ayatollahs, la victoire de l'Iran aurait ravivé le prestige de la révolution iranienne de 1979 qui a renversé le chah. Sans doute le mouvement des masses contre l'impérialisme, et les couches dominantes à son service, en aurait reçu une puissante impulsion. L'équilibre fragile et branlant sur lequel repose la domination impérialiste sur cette région du monde aurait été mis en cause. C'est pourquoi la résolution 598 du Conseil de Sécurité a intimé l'ordre aux belligérants d'avoir à cesser le feu et à *"retirer sans délai toute les forces jusqu'aux frontières internationalement reconnues"*.

De facto un blocus de l'Iran a été organisé, blocus auquel la bureaucratie du Kremlin a participé. Une formidable armada a été envoyée dans le golfe Persique, le détroit d'Ormuz et la mer d'Oman. Le Kremlin a participé au renforcement considérable du potentiel militaire de l'Irak. L'armée irakienne a utilisé les armes chimiques aussi bien contre les Kurdes que contre l'armée iranienne. Saignée à blanc, économiquement épuisée, ne disposant pas du matériel nécessaire, l'armée iranienne a été incapable de déclencher de nouvelles offensives. Au contraire, l'armée irakienne a repris l'initiative. Le moral brisé par la politique contre-révolutionnaire des yatollahs, les troupes iraniennes se sont débandées devant les contre-offensives irakiennes. Elles ont reflué au-delà des "frontières internationalement reconnues". Dès lors, le gouvernement des ayatollahs a accepté sans condition l'application de la résolution 598 du Conseil de Sécurité. Le 20 août 1988, le cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran est entré en application.

ANGOLA...

Autre exemple de "règlement de conflit régional" : l'Angola. Le 8 août, un accord de cessez-le-feu a été signé entre le gouvernement angolais, Cuba et l'Afrique du sud. "Le Monde" du 9 août écrivait :

«En Angola le revirement soviétique s'est fait sentir plus récemment mais de manière encore plus spectaculaire. L'URSS a non seulement convaincu ses alliés angolais et cubains qu'il leur fallait faire un geste décisif en consentant, comme le demandait Prétoria, un rapatriement des troupes de la Havane pour faciliter enfin l'accession à l'indépendance de la dernière colonie africaine (la Namibie). Elle a aussi soutenu à fond la médiation américaine sans chercher à ravir aux États-Unis le rôle "de faiseur de paix"».

Là aussi il s'agit d'appliquer une résolution du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. : la résolution 435. Elle prévoit l'organisation sous l'égide de l'O.N.U. et sous le contrôle de 7500 "casques bleus", "d'élections libres" en Namibie, dans les sept mois suivant sa mise en application. L'Afrique du sud a fait d'un accord sur le retrait des troupes cubaines d'Angola, la condition de l'application de la résolution 435 que le Conseil de Sécurité a adopté en 1978. Le 11 novembre 1975, les derniers soldats portugais évacuaient l'Angola. Le Mouvement Pour la Libération de l'Angola (MPLA) formait, sous la direction d'Agostinho NETO, un gouvernement à Luanda, capitale de l'Angola. Mais le Front National de Libération de l'Angola (FNLA), mouvement soutenu par le Zaïre et la C.I.A., constituait son propre gouvernement et ses forces armées menaçaient Luanda, tandis que l'Union Nationale pour la Libération Totale de l'Angola (UNITA) de Jonas SAVIMBI, mouvement soutenu par l'Afrique du sud et la Zambie, occupait le sud de l'Angola. Menacé d'être écrasé, le gouvernement du MPLA faisait appel à Cuba et au Kremlin. Environ 55 000 soldats cubains débarquaient en Angola, plus de nombreux "techniciens", militaires et civils, de l'URSS. Les troupes cubaines et l'armée angolaise réorganisée refoulaient les forces armées du FNLA. Ultérieurement, abandonné par les USA qui reportaient leur soutien sur l'UNITA, il disparaissait. Au sud, les forces armées d'Afrique du Sud envahissaient l'Angola en soutien de l'UNITA. La guerre s'est poursuivie jusqu'au mois d'août 1988.

...RETRAIT DES TROUPES CUBAINES

Il y a un an, Fidel CASTRO affirmait encore : *«les troupes cubaines ne quitteront l'Angola que lorsque le régime de l'apartheid n'existera plus en Afrique du Sud»*. Mais le 22 décembre 1988, deux traités étaient signés à New York. Le premier prévoit que la résolution 435 du Conseil de Sécurité sera appliquée de telle sorte que des "élections libres" auront lieu en Namibie au début novembre 1989 sous le contrôle des "casques bleus", élections que gagnera certainement le SWAPO. Les troupes sud-africaines doivent se retirer de Namibie a partir d'avril 1989. Le deuxième traité prévoit le retrait des troupes cubaines qui, par échelons, devront avoir quitté l'Angola au 1er juillet 1991. Trois mille hommes devront être retirés de l'Angola à la date de la mise en application de l'accord, le 1er avril 1989. Le repli des troupes sud-africaines vers le sud et des troupes cubaines auraient commencé avant même les dates prévues. Cela c'est la partie apparente.

La réalité est que : d'ores et déjà l'A.N.C. (African National Congres) (bien que contrôlé par les staliniens) doit décamper de l'Angola, si bien qu'aujourd'hui, ainsi que l'écrit le correspondant du "Monde" :

«Tous les États riverains ou enclavés (à l'Afrique du Sud) refusent déjà, par crainte de représailles, d'offrir asile aux membres de l'organisation en exil, autrement que sous la forme d'un bureau, et encore" (...) "désormais le glacis protecteur va s'étendre jusqu'à l'Angola».

Par contre l'Afrique du Sud et les USA ont déclaré qu'ils poursuivraient leur soutien à l'UNITA de Jonas SAVIMBI. D'ores et déjà le gouvernement des USA exerce une grande pression sur le gouvernement angolais que dirige le MPLA pour que soit formé *"un gouvernement de réconciliation nationale"* avec l'UNITA.

Quant à l'indépendance de la Namibie, elle sera toute relative. D'abord le gouvernement d'après l'indépendance "héritera" d'une dette de 1,5 milliards de dollars alors que la population s'élève à un million cinq cent mille habitants. Économiquement la Namibie restera strictement contrôlée par l'Afrique du Sud ne serait-ce qu'en raison de ce que toutes les communications portuaires de la Namibie passent par Walwis Bay, port inclus dans une enclave que l'Afrique du Sud considère comme faisant partie de son territoire. L'ensemble des transports routiers passent également par Walwis Bay.

AFGHANISTAN

L'Afghanistan est un autre de ces "conflits régionaux" que la bureaucratie du Kremlin engagée dans la "pérestroïka" et dans une étroite collaboration internationale avec l'impérialisme américain devait tenter de "régler". Le 14 avril 1988, un accord était signé entre le Kremlin, le gouvernement fantoche d'Afghanistan, le Pakistan et les USA sur le retrait des troupes du Kremlin d'Afghanistan. Commencé le 13 mai, le retrait des troupes du Kremlin s'est achevé, comme prévu par l'accord, avant le 15 février. L'impérialisme US n'a pas cessé d'équiper les moudjahidines et ce sont eux qui, dès avant le retrait des troupes du Kremlin, avaient l'initiative militaire. Les dirigeants de tous les groupes de moudjahidines ont repoussé les avances du Kremlin qui a tenté de trouver entre eux et le gouvernement fantoche à sa solde, le gouvernement de Najibullah, un compromis politique.

D'ores et déjà il est possible de tirer un bilan. Impulsée par la révolution iranienne, une agitation révolutionnaire s'étendait en Iran, à la frontière des Républiques d'URSS, le Turkmenistan, l'Ouzbekistan, le Tadjiskan. Pour y mettre fin, la bureaucratie du Kremlin est intervenue militairement. Sur ce plan elle a réussi, mais ce ne pouvait être que, et c'est, à l'avantage de l'impérialisme. Les troupes du Kremlin parties, Kaboul, déjà investi par les moudjahidines, va certainement tomber rapidement entre leurs mains. Avec la chute de Kaboul, le pouvoir des agents du Kremlin se disloquera et disparaîtra. L'avenir n'est pas pour autant assuré. Pour l'instant les sept principaux mouvements de résistance, tous sunnites, sont alliés. Après la défaite du gouvernement de Najibullah ils vont vraisemblablement s'entre-déchirer. Il n'y a pas de peuple afghan, mais un

kaléidoscope de peuples : pachtoune, baloutche, turkmène, ouzbek, tadjik, haimax, hazara. Les chefs de la résistance sont des chefs tribaux. Le plus probable est qu'il en résultera une sorte d'anarchie réactionnaire.

CAMBODGE

Le rapprochement entre la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chinoise s'affirme. CHAVARDNADJE est allé préparer le voyage que GORBATCHEV va effectuer en Chine prochainement. Ce sera le premier voyage qu'un secrétaire général du PCUS fera en Chine depuis trente ans. Parallèlement, se poursuivent de laborieuses négociations entre le gouvernement du Vietnam, les "mouvements de résistance khmers" dont les "Khmers rouges", le prince SIHANOUK, le gouvernement pro-vietnamien de Phnom-Penh. Le prince SIHANOUK vient de déclarer à Pékin qu'il exigeait : l'évacuation totale du Cambodge par les troupes vietnamiennes, évacuation qui devrait être terminée en septembre 1989 ; le démantèlement du gouvernement pro-vietnamien de Phnom-Penh ; des élections libres : il rejette l'envoi de "casques bleus" au Cambodge. Mais le "règlement" de ce "conflit régional" dépend directement de négociations entre la bureaucratie du Kremlin, celle de Pékin et l'impérialisme US. Au fond il s'agit de l'ouverture du Vietnam, du Laos et du Cambodge à la pénétration de l'impérialisme. La rencontre à Pékin de GORBATCHEV et de DENG XIAOPING sera de ce point de vue décisive.

NICARAGUA

Beaucoup plus difficile est de porter un coup décisif à la révolution nicaraguayenne au nom du "règlement des conflits régionaux". C'est que, aussi affaibli que soit le Nicaragua et le gouvernement du Front Sandiniste de Libération Nationale par des années de guerre, de blocus économique et aussi d'opportunisme du FSLN, une authentique révolution a déferlé au Nicaragua en 1979. Ultérieurement dans la lutte contre l'impérialisme américain, la "contra" et la bourgeoisie nicaraguayenne, les masses ont étendu leurs conquêtes notamment par l'expropriation de latifundias, sans que pour autant la bourgeoisie soit totalement expropriée et que soient éliminées ses représentations politiques. Mais la "contra" n'existe que supportée par l'impérialisme américain.

Les plans élaborés par la Cantadora (Colombie, Mexique, Panama, Vénézuéla) ont tous échoué. Ensuite le "plan Arias", du nom du président du Costa-Rica, plan soutenu par le Costa-Rica, le Guatémala, le Honduras, le Salvador et auquel le gouvernement du Nicaragua a souscrit, ne s'applique que difficilement, malgré les concessions de ce dernier. Mais, faute d'une politique d'extension de la révolution à l'ensemble des pays centraux-américains et d'approfondissement de la révolution au Nicaragua, ce pays se débat dans l'inextricables contradictions. Il est dans une impasse totale. En 1988, l'inflation a atteint 20 000 %. Le gouvernement veut licencier 60 000 personnes sur 250 000 employés dans les entreprises étatisées. La situation de pénurie touche dans certains endroits du pays à la famine. Pour sauver le pays de la liquidation économique, le président ORTEGA a lancé, le 30 janvier, un appel au secteur privé en expliquant :

> *«Notre modèle devra être différent de celui de l'Europe de l'est et de Cuba. Il devra plutôt se rapprocher de celui des pays scandinaves qui mettent l'accent sur les programmes sociaux et où l'État comme le secteur privé jouent un rôle dans l'économie».*

BUSCH, nouveau président des États-Unis, devra sans doute réajuster la politique de l'impérialisme américain étant donné l'état de décomposition de la "Contra". Il va tenter d'exploiter à fond l'impasse économique du Nicaragua pour imposer un règlement favorable à l'impérialisme américain de ce "conflit régional". Au cours d'une réunion des pays du "plan Arias" qui a eu lieu les 13 et 14 février, ORTEGA a annoncé de nouvelles concessions du gouvernement du Nicaragua : libération des gardes nationaux de Samoza, rapatriement des "contras" stationnés au Honduras, réforme de la loi électorale, libre expression sans restriction, conseil électoral où seront représentés "les partis d'opposition" et l'O.N.U., avancement de la date des élections.

*

* *

Des pourparlers sont engagés en vue de "régler" d'autres "conflits régionaux". L'Ethiopie a été amenée à conclure, au début avril 1988, la "paix" avec la Somalie. Des discussions se développeraient entre elle et le Front Populaire de Libération de l'Erythrée et celui du Tigre. Des négociations sont engagées entre le Maroc et le Polisario en ce qui concerne le Sahara occidental.

"LE CONFLIT RÉGIONAL" DE PALESTINE

LE COMBAT DU PEUPLE PALESTINIEN

Le "règlement" du "conflit régional" entre l'Irak et l'Iran sur les bases voulues par l'impérialisme est allé dans le sens du renforcement de la main-mise de l'impérialisme sur le Moyen-Orient. Mais alors que tout était mis en œuvre pour que l'Iran soit contraint de se plier aux exigences de la résolution 598 du Conseil de Sécurité de l'O.N.U., en Cisjordanie et à Gaza éclatait l'Intifada. Officiellement le 19 janvier 1989 tombait le trois cent quarante troisième palestinien tué depuis le 9 décembre 1987 par l'armée d'Israël. Les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie poursuivent le combat. Ils puisent leur détermination dans la certitude que pour leur peuple c'est une question de vie et de mort et qu'ils combattent au nom et au compte de tous les Palestiniens, ceux qui sont en Israël, ceux qui sont en Jordanie, ceux qui sont réfugiés dans tous les États du Moyen-Orient. Pour poursuivre ce combat, ils ont mis sur pied une forme d'organisation de type soviétique. Les un million quatre cent mille Palestiniens qui résident en Cisjordanie et à Gaza sont sur le front de combat contre l'État d'Israël du peuple palestinien.

Les commentateurs de toutes sortes, y compris ceux qui veulent apparaître comme sympathisants de l'Intifada, lui assignent comme limite la libération de la Cisjordanie et de Gaza occupées par Israël depuis 1967. Certes les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza veulent que cette occupation prenne fin. Mais les objectifs de l'Intifada ne se limitent pas à cela. La récupération par les Palestiniens de leur pays, la constitution d'un authentique État palestinien, exigent la destruction de l'État d'Israël, État artificiel construit avec l'appui de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin, place forte de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient. Ils exigent aussi la liquidation de l'État de Jordanie. Cet État a été constitué artificiellement par les Anglais alors que la SDN leur avait donné mandat sur la Palestine. De plus la lutte des Palestiniens pose les problèmes de la révolution prolétarienne. C.P.S. 21 écrivait :

> *«La question palestinienne n'est pas seulement une question nationale : étroitement imbriquée à celle-ci est la question sociale. 4,5 millions de Palestiniens combattent pour une nation, un État palestinien. La véritable Palestine s'étend de Tel-Aviv à Gaza, à la Jordanie dont 60 % de la population est palestinienne. Retrouver une nation signifie évidemment pour les Palestiniens l'expropriation des expropriateurs, Juifs évidemment, mais aussi féodaux arabes de Jordanie et, dans la mesure où il en reste, des grands propriétaires fonciers de Cisjordanie, de Gaza, du Golan, l'appropriation des moyens de production, la prise de contrôle des leviers économiques et financiers».*

Plus loin :

> *«C'est ce qui explique aussi que tous les États arabes, toute les classes et couches exploiteuses féodales bourgeoises du Moyen-Orient redoutent le peuple palestinien, redoutent sa victoire. Elle donnerait une formidable impulsion, non seulement à la lutte contre l'impérialisme, mais à la révolution sociale des masses dans leur propre pays. C'est ce qui explique également la violence, la brutalité de la répression israélienne».*

Aussi brutale et sanglante que la répression ait été, elle n'a pu liquider l'Intifada. Accentuer cette répression jusqu'au génocide ? Les gouvernements de l'État d'Israël n'en possèdent pas les moyens politiques. Si attachée que soit la communauté juive au maintien de l'État d'Israël et prête à le défendre, elle n'est pas prête au moment actuel d'accepter un tel génocide. Au Moyen-Orient il soulèverait la colère des masses et les conséquences en seraient incalculables. L'État d'Israël ne peut se survivre que par ses appuis internationaux. L'impérialisme, pas plus que la bureaucratie du Kremlin, ne sont en mesure de couvrir et d'autoriser un génocide des Palestiniens de Gaza, de Cisjordanie et de ceux qui vivent dans les limites officielles de l'État d'Israël. Aux yeux des masses populaires de tous les pays, l'État d'Israël se condamnerait à un isolement total. L'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ont choisi une autre méthode : tout en laissant l'État d'Israël poursuivre la répression à son niveau actuel et même en lui permettant de l'accentuer, ils veulent dévoyer et désamorcer l'Intifada. Georges SCHULTZ préconisait une conférence internationale qui réunirait Israël et les parties arabes intéressées, ainsi que les membres du Conseil de Sécurité, pour "régler" la "question palestinienne" dans la perspective de l'application des résolutions 181 et 242 du Conseil de Sécurité.

CONTRE L'INTIFADA ET SES OBJECTIFS

Ces derniers mois, la bureaucratie du Kremlin s'est rapprochée de l'État d'Israël, avec lequel elle avait rompu ses relations diplomatiques en 1967, au moment de la "guerre des six jours". En même temps, sur la ligne de GORBATCHEV, la bureaucratie du Kremlin a pressé ARAFAT et l'O.L.P. de se prononcer pour une telle conférence et d'accepter les résolutions 181 et 242 du Conseil de Sécurité. De son côté, le roi HUSSEIN de Jordanie a renoncé à être partie prenante du "règlement de la question palestinienne" et à ses prétentions sur la Cisjordanie. Il faut rappeler que, en 1947, en accord avec Israël, la Jordanie avait annexé la Cisjordanie, Cisjordanie que, depuis 1967, Israël occupe, mais où, jusqu'à l'automne dernier, la Jordanie appointait nombre de fonctionnaires. Dans les cuisines diplomatiques de l'impérialisme américain, de la bureaucratie du Kremlin, de certains États arabes, de l'O.L.P., se mijotait le plat que, dans la nuit du 14 au 15 novembre 1988, le Conseil National palestinien devait servir :

> *«Le Conseil National palestinien, au nom de Dieu et au nom du peuple arabe palestinien, proclame*

l'établissement de l'État de Palestine sur notre terre palestinienne avec pour capitale la Jérusalem sainte».

Cette fière déclaration couvre la reconnaissance de l'État d'Israël et l'acceptation de la constitution d'un État palestinien croupion limité à Gaza et à la Cisjordanie. En effet : elle se réfère aux résolutions 181 et 242 du Conseil de Sécurité de l'O.N.U.. La résolution 181 date du 29 septembre 1947. Elle prévoit la partition de la Palestine : création de l'État d'Israël ; constitution d'un État croupion palestinien ; la dernière partie de la Palestine, à partir du Jourdain, restant la Jordanie. La résolution 242 a été adoptée le 22 novembre 1967, cinq mois après la "guerre des six jours". Elle exige *«le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés pendant le récent conflit»*. Gaza et la Cisjordanie sont aujourd'hui les derniers territoires que l'armée d'Israël a occupés au cours de la guerre des six jours (*"le récent conflit"* auquel se réfère la résolution 242 du Conseil de Sécurité). L'acceptation de cette résolution par le Conseil National palestinien définit, sans que cela soit dit explicitement, les limites de l'État palestinien qu'il a proclamé. Bien sûr, il n'est pas question que le nouvel État proclamé inclut la Jordanie qui, portant, est à 60 % peuplée par les Palestiniens. Le désengagement du roi de Jordanie par rapport à la Cisjordanie se comprend du même coup. Le nouvel État palestinien proclamé s'auto-limite à la Cisjordanie et à Gaza.
Ce n'est pas tout : le Conseil National palestinien a affirmé :

«La nécessité de réunir une conférence internationale efficace sur le problème du Proche-Orient... sous l'égide de l'O.N.U. et avec la participation des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. et toutes les parties concernées y compris l'O.L.P. représentant légitime unique du peuple palestinien sur un pied d'égalité».

Le Conseil National palestinien s'est totalement rangé sur les positions communes de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin, y compris en ce qui concerne la procédure. En plaçant un "règlement" du "problème du Proche-Orient" sous l'égide du Conseil de Sécurité de l'O.N.U., il reconnaît officiellement à l'impérialisme américain et à la bureaucratie du Kremlin le rôle de "protecteurs" du Moyen-Orient. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que de nombreux États, dont l'URSS, aient reconnu le nouvel État palestinien. De son côté, le gouvernement des USA a levé la quarantaine dans laquelle il tenait l'O.L.P. depuis 14 ans. A la suite du discours que Yasser ARAFAT a prononcé le 13 décembre à l'O.N.U., Georges SCHULTZ, alors encore secrétaire d'État aux Affaires Étrangères du gouvernement REAGAN, a estimé possible que les USA engagent un "dialogue substantiel" avec l'O.L.P.. Depuis les contacts USA-OLP ont été officiellement renoués et des discussions ont été engagées.

L'annonce de la constitution d'un État palestinien a été saluée avec enthousiasme en Cisjordanie et à Gaza : grèves et manifestations se sont succédées. Mais les masses palestiniennes mettent un autre contenu, une autre dimension, que le Conseil Nationale palestinien à un État palestinien : la liquidation de l'État d'Israël ; une Palestine s'étendant de la mer à la Jordanie incluse ; le retour en Palestine des 4,5 millions de Palestiniens qui ont été contraints par la création de l'État d'Israël et ses guerres de s'expatrier ; l'expropriation des expropriateurs ; le peuple palestinien souverain dans cette Palestine. L'État d'Israël de son côté ne peut pas même accepter la constitution d'un État croupion palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Il sait que les masses palestiniennes ne s'en satisferaient pas. Par contre, ce serait le commencement de la désagrégation de l'État artificiel d'Israël par la démoralisation et le commencement de la fuite d'Israël de nombreux Israéliens.

LA TACTIQUE ET LES OBJECTIFS DE SHAMIR

Les élections israéliennes ont été marquées par la progression des partis les plus réactionnaires, les partis religieux, au détriment y compris du Likoud. C'est un signe de radicalisation à droite de certaines couches de la population d'Israël. Elles veulent que le gouvernement d'Israël utilise contre l'Intifada les moyens ultimes de la répression. Mais Israël doit compter sur les relations internationales. Finalement les coalitions Likoud-Parti travailliste, d'avant ces élections, a été reconduite. Dans un interview que "Le Monde" du 1er février 1989 a publié, le dirigeant du Likoud et chef du gouvernement,Irzak SHAMIR, a défini l'orientation de ce gouvernement.

Non sans regrets, il dit :

«Nous ne pouvons pas, par exemple, ouvrir le feu sur des foules de centaines ou de milliers de gens».

Puis il explique :

«Si les Palestiniens veulent arriver à une amélioration de leur situation même politique on peut y parvenir par une négociation. Mais s'ils veulent avoir immédiatement un État palestinien, ils ne l'auront ni par la négociation ni par la force. C'est inimaginable. Cela ne sera jamais.

Je pense à une solution en deux phases pour les Palestiniens qui vivent ici chez nous. Dans une première phase, l'autonomie, une autonomie très large, très libérale, pour un temps limité. Et après il y aurait la négociation - sans condition préalable - sur le statut permanent des territoires. Le résultat de cette négociation doit être acceptable par toutes les parties».

Pendant ladite période "d'autonomie", le *«regroupement des troupes israéliennes dans des zones spécifiques sera un gage de la sécurité d'Israël, mais aussi, peut-être, un gage de sécurité de l'autonomie elle-même»*. Cela indique ce que vaudrait cette "autonomie".

Enfin :

«Pendant ces quelques années, il y aura une coopération, une coexistence, entre Israéliens et Palestiniens de telle façon qu'à l'issue de cette période d'autonomie soit créée une atmosphère de confiance mutuelle qui facilitera les négociations de statut permanent».

Cyniquement, il ajoute :

«Et quand on parle de "statut permanent" des territoires, cela veut dire - comme c'est écrit dans les accords de Camp David - que l'on prendra en considération les droits légitimes des Palestiniens».

Entre qui et qui devrait-il y avoir "négociation" ?

«Pour le moment (la Jordanie et l'Egypte) n'en veulent pas mais un seul de ces deux pays suffirait. Et même si on peut arriver à un accord avec les Palestiniens sans avoir à traiter avec l'O.L.P., on est prêt à faire cette négociation en deux phases avec les Palestiniens seuls».

En clair, Israël déciderait quels sont les Palestiniens avec lesquels il serait prêt à "négocier". SHAMIR et son gouvernement rejettent toute conférence internationale. A la vérité, Israël veut maintenir la Cisjordanie et Gaza sous sa botte. Sa perspective est que finalement la répression actuelle permettra d'épuiser l'Intifada. Le gouvernement d'Israël sait que l'impérialisme et la bureaucratie ne feront rien qui puisse déstabiliser Israël, pièce de première importance du maintien de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient.
A quoi servent l'acceptation des résolutions 181 et 242 du Conseil de Sécurité de l'O.N.U., la proclamation d'un État palestinien limité à Gaza et à la Cisjordanie par le Conseil National palestinien ? En reconnaissant l'État d'Israël, en limitant l'État palestinien proclamé à Gaza et à la Cisjordanie, le Conseil National palestinien isole, malgré l'enthousiasme qu'ils ont manifesté, les Palestiniens de ces territoires et ceux qui résident à l'intérieur des frontières de l'État d'Israël, de leurs compatriotes réfugiés dans les pays du Moyen-Orient et de ceux qui résident en Jordanie. Pour les réfugiés plus aucun espoir de retrouver leur pays et leurs biens dont ils ont été spoliés. Pour tous les Palestiniens, plus question d'être le peuple souverain d'une Palestine s'étendant de la mer à la Jordanie. Plus de raison de combattre. C'est une contribution majeure à la consolidation des États féodaux bourgeois du Moyen-Orient, au renforcement de l'ordre impérialiste. En isolant les Palestiniens de Gaza, de Cisjordanie, de l'intérieur des frontières d'Israël, de leurs frères expatriés et de Jordanie, le Conseil National palestinien aide l'État d'Israël à poursuivre la répression de l'Intifada et à tenter de mettre fin, à sa manière, à ce "conflit régional".

* * *

Il demeure que depuis plus de quarante ans le peuple palestinien a démontré son acharnement à combattre pour récupérer son pays et constituer une nation, un authentique État palestinien. L'Intifada en est une nouvelle démonstration. Elle se poursuit. Tout le peuple palestinien, les masses exploitées et opprimées arabes sont exaltés par ce combat. Cette nouvelle trahison n'aura pas raison des aspirations et de la volonté du peuple palestinien. Plus que jamais le peuple palestinien a besoin d'une perspective, d'une stratégie politique.

CPS l'a déjà indiqué : le mot d'ordre "pour une authentique constituante palestinienne souveraine" est le mot d'ordre qui exprime l'aspiration du peuple palestinien à une nation, à récupérer son pays, à constituer un véritable État palestinien. CPS 21 ajoutait :

«Il existe un préalable à la constituante, la destruction de l'État d'Israël ; il s'agit d'abord et avant tout que les Palestiniens (ceux qui sont restés en Israël, de Gaza, de Cisjordanie, de Jordanie, mais également ceux qui ont été contraints de s'expatrier) recouvrent leur pays pour constituer un État palestinien ; il n'y a pas une sorte d'équilibre entre deux communauté et d'État bi-national à constituer.

Enfin, la victoire des masses palestiniennes est indissolublement liée à celle de la révolution prolétarienne au Proche et Moyen Orient contre l'impérialisme, les États féodaux bourgeois et les cliques militaires du Proche et du Moyen-Orient, dans le combat pour l'indépendance nationale, les libertés démocratiques, l'Assemblée Constituante souveraine, le Gouvernement Ouvrier et Paysan, la réforme agraire, la prise en main des principaux moyens de production par le prolétariat, l'expropriation des classes dominantes et exploiteuses, les États Unis Socialistes du Proche et du Moyen-Orient. A l'évidence, le prolétariat palestinien ne peut compter, pour mener son combat, sur l'O.L.P.. Comme tous les prolétariats, il lui faut construire une centrale syndicale ouvrière ; il lui faut surtout que se construise un Parti Ouvrier Révolutionnaire se situant sur le programme de la révolution prolétarienne en Palestine, au Proche et au Moyen-Orient, les États Unis Socialistes du Proche et du Moyen-Orient et donc de la révolution prolétarienne, contre l'impérialisme, les classes et couches exploiteuses et les bureaucraties parasitaires.

Des organisations ouvrières, partis et syndicats, des pays impérialistes, notamment françaises, il faut exiger immédiatement :

«Assez de ce massacre. L'indignation ne suffit pas. Dirigeants du P.S. et du P.C.F. disent réprouver la répression sanglante israélienne contre les Palestiniens qui manifestent à Gaza et en Cisjordanie au nom de leur peuple, pour les libertés démocratiques, la fin de la répression, le droit du peuple palestinien à retrouver son pays et à disposer de lui-même.

Pourquoi n'appellent-ils pas, ainsi que les dirigeants des centrales syndicales, à une manifestation massive à l'ambassade d'Israël : ASSEZ DU MASSACRE, c'est le droit élémentaire du peuple palestinien d'exprimer ses revendications démocratiques et nationales et à combattre pour».

URSS : LE COMBAT DES PEUPLES POUR LEURS DROITS NATIONAUX

Deuxième partie

LE COMBAT POUR LES DROITS NATIONAUX EN ARMÉNIE

Depuis maintenant un an, de manière quasi ininterrompue, le peuple arménien s'est mobilisé pour que la région du Haut-Karabakh soit rattachée à la République d'Arménie alors que cette région, peuplée majoritairement d'Arméniens, est sous contrôle de l'administration azerbaïdjanaise depuis 1923.

Cette mobilisation s'est amorcée en 1987 à l'initiative de l'U.A.N. (Union pour l'Autodétermination Nationale), organisation créée la même année par un militant nationaliste revenu de 17 ans de camp : Parouir AIRIKIAN. En août 1987, une pétition dont l'U.A.N. est à l'origine, regroupe 70 000 signatures pour le retour à l'Arménie des trois territoires dont elle avait été amputée en 1923 : Haut-Karabakh et Nakhitchevan attribués à l'Azerbaïdjan et région d'Akhalkali, rattachée à la Géorgie. Le 19 octobre, des Arméniens du Haut-Karabakh ayant été passés à tabac par la police d'Azerbaïdjan, l'U.A.N. organise une manifestation de 10 000 personnes à Érevan, alors même que les Arméniens du Haut-Karabakh semblent alors ne pas avoir réagi collectivement.

Début février 1988, une école maternelle est incendiée par les Azéris. Cette fois, la réaction des Arméniens du Haut-Karabakh est immédiate et massive : grève spontanée des lycéens et des écoliers et meeting, le 11 février, organisé devant l'immeuble du parti communiste de Stepanakert, le chef lieu du Haut-Karabakh. Le 12 février, face à la mobilisation de la population, le "soviet" du Haut-Karabakh prend une décision quasiment sans précédent en URSS : il vote une pétition en faveur du rattachement à l'Arménie et envoie une délégation au Comité central, à Moscou.

Cette première faille provoquée dans l'appareil de l'État va constituer un encouragement à la mobilisation des masses arméniennes : pendant 15 jours les manifestations se succèderont, de plus en plus importantes : 2000 manifestants le 18 février à Érevan ; 10 000 personnes réunies en meeting le 20 février ; 70 000 manifestants le 22 février, 100 000 le 23, 500 000 le jeudi 25 et une manifestation gigantesque (500 000 ? 1 000 000 ?) le 26 février à Érevan : chiffres énormes quand on les rapporte aux 3,4 millions d'habitants de cette République (dont 3 millions environ d'Arméniens). Parallèlement, dès le 22, la grève se développe à l'université et dans les entreprises.

Dès cette première phase de sa mobilisation, le peuple arménien se dote d'organismes de type soviétique : un Comité d'organisation (des sous-comités) qui rend compte devant la foule des manifestants. Ce Comité semble avoir commencé à se mettre en place dès le 17 février. Il est composé d'intellectuels et de militants ; le P.C. n'en est pas partie prenante.Face à cette mobilisation sans précédent, la bureaucratie hésite, change plusieurs fois d'attitude, se divise :

- entre le 13 et le 16 février, la délégation qui avait été envoyée par le "Soviet" du Haut-Karabakh se fait éconduire aussi bien par le C.C. à Moscou que par Karen DEMRITCHIAN, premier secrétaire du P.C. arménien ;

- mais le 18, GORBATCHEV, visiblement inquiet, annonce un plénum, non programmé, en mars sur la question des nationalités, et le 21 février la "Komsomolskaïa Pravda" rend compte d'une manifestation arménienne en des termes qui peuvent passer pour un encouragement ;

- le 23 février, le C.C. du PCUS qualifie le mouvement "d'extrémiste" et réaffirme que le Haut Karabakh restera Azerbaïdjanais, alors qu'en Arménie les sections de base du P.C. et des syndicats commencent à se rallier au mouvement ;

- le 25 février l'armée est déployée à Érevan ;

- le 26 février, à Moscou, GORBATCHEV reçoit deux envoyés du Comité, en reconnaissant ainsi sa représentativité. Il accepte que la revendication soit étudiée ;

- le samedi 27, devant plusieurs centaines de milliers de manifestants, les deux membres du Comité font le compte rendu de la réunion qu'ils ont eue avec GORBATCHEV, lequel, rapportent-ils, aurait promis *«que le problème serait résolu»* et que le terme d'*«extrémiste»* ne devrait *«plus faire partie du lexique officiel»*.

GORBATCHEV aurait également déclaré : *«et voici que les Arméniens me donnent un coup de poignard dans le dos. Vous dites que vous êtes pour la Perestroïka, mais vous l'appliquez d'une façon plutôt brutale, sans nous laissez le temps de nous retourner»*.

Soutien à la pérestroïka ? De la part de certains intellectuels représentés au sein du Comité d'organisation, c'est vraisemblable. Mais les portraits de GORBATCHEV brandis dans les manifestations arméniennes signifient plutôt que la population arménienne utilise les failles que représentent la "glasnost", les propos sur la "démocratisation" tenus par GORBATCHEV pour faire valoir sa revendication : le rattachement du Haut-Karabakh. Or, les vagues promesses faites ce jour-là par GORBATCHEV ne sont pas la réponse attendue. Elles ne suffisent pas à convaincre la foule des manifestants qui, selon les témoignages, hésite.

Il faudra que le premier secrétaire du P.C. arménien, un conservateur notoire, d'abord hué par la foule, annonce la volte face de l'appareil (qui demande au C.C. du PCUS de reconsidérer son refus de la revendication arménienne) pour que les dirigeants du Comité appellent à la suspension du mouvement, soutenus en cela par le chef de l'église arménienne, le Catholicos Vasken 1er, et approuvés y compris par Parouir AIRIKIAN. Les manifestants sont conviés à un nouveau

meeting fin mars, le jour où se réunira le plénum du Comité central de l'URSS durant lequel devrait être discutée la question du Haut-Karabakh. C'était là un répit précieux pour la bureaucratie.

PREMIERS POGROMES

Aussitôt après la fin des manifestations en Arménie, des pogromes sont organisés contre l'importante communauté arménienne de Soumgaïat, ville située en Azerbaïdjan. Officiellement, il y a 33 morts, des "hooligans" ayant réagi à une rixe entre Arméniens et Azéris (au cours de laquelle deux Azéris avait été tués et 15 Arméniens blessés). Mais selon la commission d'enquête constituée par l'intelligentsia arménienne, 536 personnes au moins ont été tuées, la police azerbaïdjanaise ayant laissé faire. Les Arméniens n'ont pas cessé de protester depuis, contre l'impunité accordée aux vrais coupables. L'hebdomadaire "Literatournïa Gazeta" a mis en cause G. ALIEV, ancien responsable du KGB en Azerbaïdjan ; et Gary KASPAROV - héros national en Azerbaïdjan comme en Arménie - explique publiquement que le gouvernement aurait dû :

«arrêter les vrais coupables. Au lieu d'engager des négociations avec les groupes de dirigeants corrompus, il fallait agir immédiatement. Ces groupes et leur responsabilité étaient parfaitement connus et identifiés par les organes compétents».

A l'évidence, la bureaucratie - ou au moins une fraction de cette bureaucratie - est impliquée dans l'organisation de ces pogromes. Ils allaient être utilisés par GORBATCHEV pour rejeter la revendication du peuple arménien ; l'annonce en fut faite officiellement le 23 mars.

Le lendemain toute une série de mesures (concernant les emplois, les écoles, les communications, ...) en faveur des Arméniens du Haut-Karabakh était rendue publique, dans l'espoir de désamorcer la mobilisation. Dans le même temps, le police procédait à des arrestations et le Comité est officiellement dissous.

Quant aux premiers secrétaires des C.C. d'Arménie et d'Azerbaïdjan, ils étaient limogés le même jour, le 21 mai.

DE NOUVEAU, LA GRÈVE GÉNÉRALE

Ces mesures ne vont pas être efficaces longtemps :

- le 23 mai commence la très longue grève générale de Stepanakert, au Haut-Karabakh, coordonnée par les militants du Comité ;

- en juin, les députés du soviet du Haut-Karabakh votent une demande de rattachement provisoire de la région à des autorités centrales et le 15 juin, le "soviet" d'Érevan accepte "d'accueillir" le Haut-Karabakh en Arménie.

L'objectif est que le plénum du C.C. qui se tient le même mois à Moscou accepte que le Haut-Karabakh soit rattaché à l'Arménie ou, pour le moins, détaché de l'Azerbaïdjan.

C'est une nouvelle fin de non-recevoir : dans son rapport, GORBATCHEV avait exclu tout "redécoupage" des frontière.

- le 3 juillet, c'est en vain que les délégués à la 19e conférence du PCUS, qui rendent compte devant la foule rassemblée à Érevan, lancent des "appels au calme". Dès le lendemain, les grèves éclatent en Arménie. Meetings et manifestations se multiplient.

Le 7 juillet, 500 000 personnes participent aux funérailles d'un jeune Arménien tué lors d'un affrontement entre les forces armées du ministère de l'Intérieur et des manifestants occupant l'aéroport d'Érevan. Et le 12 juillet, alors que la grève générale du Haut-Karabakh se poursuit, les députés du "soviet" de cette région prennent une décision sans précédent : défiant GORBATCHEV, ils proclament unilatéralement le rattachement à l'Arménie de leur région, aussitôt rebaptisée Artsakh. Le même jour, à Moscou, la presse officielle déplorait que, en Arménie et au Haut-Karabakh, les responsables du P.C. ne parvinssent pas "à se faire entendre" des grévistes !

Pourtant, aussitôt "entendue" à Érevan, la décision prise par les députés-membres-du-P.C. du Haut-Karabakh est saluée par une explosion de joie : une manifestation monstre de 300 000 personnes décide de reconduire la grève générale commencée huit jours plut tôt. Une nouvelle fois les masses ont ainsi provoqué une déchirure dans la bureaucratie locale, déchirure aussitôt saisie comme un encouragement dans leur mobilisation.

Aussi est-ce sans attendre que la bureaucratie du Kremlin réagit :dès le lendemain, à Moscou, un porte parole annonce que le "soviet" d'Azerbaïdjan, aussitôt réuni, s'oppose à cette décision :

«En vertu de l'article 114 de la Constitution azerbaïdjanaise ..., le présidium a le droit d'invalider la décision de la région autonome. en conséquence, cette décision a été déclarée nulle et non avenue»

UN REFUS CATÉGORIQUE

Le 18 juillet, le "soviet suprême de l'URSS" donne sa réponse aux revendications des Arméniens : c'est un non catégorique, le Haut-Karabakh restera partie intégrante de la République d'Azerbaïdjan. A cette session, GORBATCHEV affirme : *«les droits démocratiques et les nouvelles conditions créés par la pérestroïka sont utilisés dans des buts nettement anti-démocratiques»*. Les dirigeants du comité Karabakh sont qualifiés "d'aventuristes", de "démagogues", d'"irresponsables", les membres de l'ex-comité "krounk" qui réunissait des chefs d'entreprises, des intellectuels du Haut-Karabakh, souvent

membres du parti, sont mis en cause par la presse. Le militant nationaliste Parouir AIRIKIAN, âgé de 39 ans, détenu à Érevan depuis le 24 mars, est déchu de sa nationalité soviétique et est expulsé d'URSS. L'agence Tass affirme qu'il est lié : *«à des groupes réactionnaires occidentaux»* qui voudraient profiter de la crise du Haut-Karabakh pour *«miner le système soviétique de l'intérieur»*. AIRIKIAN a été arrêté à la suite d'une conférence de presse où il avait accusé le pouvoir de l'URSS d'avoir joué un rôle dans le massacre d'Arméniens à Soumgaït.

Au C.C. qui s'est tenu le 29 juillet, GORBATCHEV s'est encore élevé contre : *«les slogans pseudo-révolutionnaires, les exigences maximalistes et les tentatives utopiques de tout restructurer d'un seul coup»*.
La revendication du peuple arménien est rejetée comme, en juin, a été rejetée la revendication du peuple tatar que soit rétablie la République autonome de Crimée ; pour GORBATCHEV aucune revendication nationale n'est acceptable car ce serait ouvrir la voie à un déferlement de revendications de tous les peuples opprimés.

Ainsi, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'a pas le droit de cité. Les limites de la "glasnost" et de la "démocratisation" sont ainsi tracées car ce droit est une des libertés démocratiques fondamentales.

LES REVENDICATIONS SE RADICALISENT

Le rejet, à Moscou, de leur revendication amène les masses arméniennes à considérer que, pour imposer le rattachement du Haut-Karabakh, c'est l'ensemble des relations politiques qu'il faut bouleverser ; pour nombre de ceux qui escomptaient plus ou moins un soutien de GORBATCHEV, c'est la fin d'une illusion. Les revendications vont se radicaliser ; l'exigence de l'Indépendance de l'Arménie commence à se faire véritablement jour.

Après un temps de "maturation", les manifestations reprennent dès le 3 septembre 1988. Le 9 septembre, en dépit de son interdiction, un meeting rassemble 100 000 manifestants qui jurent fidélité au drapeau rouge, bleu, orange, le drapeau de la République indépendante d'Arménie de 1918-1920. Les membres du comité Karabakh, dissous, qui y prennent la parole sont aussitôt condamnés à de lourdes amendes.

La grève générale de Stepanakert, qui avait cessé durant quelques semaines, est de nouveau organisée à partir du 12 septembre. 4 jours plus tard, à Érevan, 100 000 manifestants décident la grève en soutien aux grévistes de la région autonome. La grève sera totale à Érevan avant de s'étendre aux autres villes arméniennes. Jusque fin septembre, les manifestations vont se multiplier, avec en particulier celle du 22 septembre (800 000 manifestants) et celle du 23 (300 000). Les grèves vont se poursuivre jusqu'au 3 octobre.

UNE ORGANISATION DE TYPE AUTHENTIQUEMENT SOVIÉTIQUE

Tout en continuant leur combat en direction du "soviet" officiel pour qu'il se réunisse et adopte leur position, les masses arméniennes se sont dotées d'organismes d'un type authentiquement soviétique, même s'ils n'en ont pas le nom. La mise en place du Comité Karabakh (composé de 11 membres, pour la plupart des universitaires) s'est accompagnée de la création d'une multitude de "sous-comités" dans les usines, les établissements scolaires et universitaires, les localités et constituant peu à peu un véritable double pouvoir, notamment dans le contrôle des entreprises. L'interdiction officielle du Comité Karabakh n'a pu empêcher tous ces "sous-comités" d'exister et d'agir.

Les meetings quotidiens tenus aux abords de l'Opéra, à Érevan, avec le Comité Karabakh permettent la centralisation des discussions, des revendications, des décisions. C'est là que se reflète la profonde maturation qui s'est faite jour en février et que la grève générale de septembre accélère. Au cours de ce processus de radicalisation, les dirigeants du Comité considérés comme trop conciliateurs avec la bureaucratie du Kremlin sont rapidement et publiquement contestés et , si nécessaire, démis. C'est ainsi qu'au mois de mai, l'un des premiers organisateurs du mouvement, Igor MOURADIAN, fut pratiquement mis à l'écart parce qu'il s'était prononcé contre la multiplication des grèves et contre la diversification des actions du Comité à des questions telle que les élections libres, la corruption, la défense de la langue, les problèmes de l'écologie.

Quant à la poétesse Şylva GABOUDIGUIAN, jouissant d'un immense prestige et qui, avec l'écrivain Zori BALAYAN, avait rencontre GORBATCHEV au mois de mars, c'est au cri de *"Trahison, trahison !"* qu'elle a été accueillie par la foule le 29 septembre : et c'est en vain que, durant trente minutes, elle a tenté d'exposer les raisons pour lesquelles elle était favorable à l'arrêt des grèves.

La direction actuelle du Comité est loin d'être homogène, représentant sans nul doute tous les courants qui traversent le peuple arménien. Par exemple, sur la question de l'indépendance, l'un de ses dirigeants explique :

> *«Nous n'avons jamais été pour l'indépendance. Ce problème artificiel a été soulevé par des groupuscules peu représentatifs et nous les avons chassés. Nous souhaitons que l'Arménie devienne un membre à part entière de l'URSS... Nous ne sommes pas contre le concept de l'indépendance, mais historiquement l'idée n'est pas encore mûre»*

Face à une telle organisation des masses, l'appareil arménien de la bureaucratie du Kremlin est complètement isolé et se disloque de haut en bas. Nombre de ses membres ont rejoint les sous-comités. Et lorsque le 19 septembre, le président du "soviet" arménien répond à la foule qu'il ne peut satisfaire la demande de réunion de ce "soviet", il ne faut que quelques heures pour que 58 premiers députés, membres de l'appareil, le désavouent en rendant public leur accord pour une réunion immédiate du soviet.

GORBATCHEV MENACÉ

Une telle situation devenait d'autant plus menaçante pour GORBATCHEV qu'il se trouvait au même moment confronté à l'opposition croissante de la fraction conservatrice de la bureaucratie.

De nouveaux affrontements entre Azéris et Arméniens (18 septembre) surviennent fort à propos. Peu après, le couvre feu est établi au Haut-Karabakh, des renforts militaires sont envoyés à Érevan. La presse et la télévision se déchaînent contre *"les éléments irresponsables"* accusés de mener *"une politique d'ultimatums"*. Les forces de l'ordre sont également critiquées car optant *"souvent pour la non-intervention"* en Arménie.

Le 24 septembre, GORBATCHEV affirme que l'ordre sera rétabli dans la région. Pourtant GORBATCHEV ne peut aller, à ce moment, au-delà. GORBATCHEV doit temporiser.

Le 23 septembre, une délégation du Comité pourtant interdit est reçue par le premier secrétaire du P.C. arménien qui se montre conciliant. Lors du compte rendu fait aux 300 000 manifestants réunis, il est expliqué que GORBATCHEV a lui-même téléphoné pour demander aux délégués du Comité *"d'agir pour calmer la population"*, ce à quoi le responsable de la délégation aurait répondu par la demande de garanties *"sans lesquelles le peuple ne nous écoutera pas"*.

Manifestations et grèves continuent pourtant. Ce n'est que le 3 octobre que les dirigeants du Comité convainquent les grévistes de reprendre le travail, la grève se poursuivant à l'université.

Le 8 octobre, le premier secrétaire du P.C. annonce la satisfaction de certaines revendications : la *"prochaine fermeture"* de la centrale nucléaire construite près d'Érevan, la limitation du développement des écoles russes en Arménie. Mais un élément décisif semble alors avoir joué : la purge pratiquée par GORBATCHEV au sommet de l'appareil lors du C.C. de fin septembre, et touchant les chefs de file de la fraction des conservateurs. Le sentiment s'est manifestement fait jour que, peut-être, il fallait attribuer au poids des conservateurs les refus réitérés de remettre en cause les frontières au sein de l'URSS ; et que désormais, cet obstacle étant levé, il serait possible... Différentes déclarations de GORBATCHEV, dont les vœux envoyés au congrès de la fondation d'un front populaire balte, ont joué en ce sens, tant il est vrai que les peuples opprimés comme l'ensemble de la classe ouvrière de l'URSS ne sont pas indifférentes aux luttes que se livrent les différentes fractions (ce qui n'implique pas se rallier à l'une ou l'autre).

Dès le 22 octobre, et comme dans les pays baltes, la publication des projets d'amendements à la Constitution allait ouvrir les yeux.

LES MASSES GÉORGIENNES ENGAGENT LE COMBAT

Voisine de l'Arménie, la Géorgie lui est profondément liée par l'histoire et la population (le tiers des habitants de Tbilissi est arménien).

En septembre, les 21 et 22, quelques premières manifestations avaient éclaté en défense de monuments historiques menacés par un polygone de tir de l'armée. Mais c'est sur la question des projets d'amendements à la Constitution que les masses, comme dans les nations baltes, vont se mobiliser.

Le 12 novembre, 100 000 manifestants protestent, à Tbilissi, contre la russification de leur république. Le 16, ce sont 5 000 personnes qui manifestent contre les projets d'amendement et la nouvelle loi sur le droit de manifester. Puis, pendant deux semaines, les manifestations vont se succéder et se développer contre ces projets ; le 23 novembre, "le soviet" géorgien propose la modification des projets d'amendement à la Constitution et le 30, GORBATCHEV doit faire lire un message personnel à la foule rassemblée dans la capitale pour que cessent les grèves de la faim entamées dix jours plus tôt.

En Arménie, ces projets d'amendement provoquent aussi d'importantes manifestations : le 4 novembre, le soviet local du Haut-Karabakh se prononce pour le rejet de ces amendements et le 13 novembre, la grève est déclenchée pour huit jours en soutien à la demande du soviet local. Le 18 novembre, le grève s'étend en Arménie en appui à celle du Haut-Karabakh et une manifestation géante d'un million d'Arméniens demande aux députés arméniens de prendre position sur la réforme de la Constitution.

MANIFESTATIONS ET POGROMES EN AZERBAIDJAN

C'est à ce moment qu'éclatent de nouveaux pogromes en Azerbaïdjan. Simultanément, à Kirovabad et à Nakhitchevan, des groupes de 30 à 50 Azéris *"connus par les gens du quartier"* s'en prennent aux Arméniens. Les pogromes dureront du 21 au 24 novembre. *"C'est pire qu'à Soumgaït"* diront certains. Officiellement, le chiffre de 28 victimes sera donné. Des soldats sont également tués mais un pas supplémentaire est cette fois franchi : les pogromes sont précédés et accompagnés de puissantes manifestations qui commencent le 20 novembre : 30 000 manifestants à Bakou, et 100 000 le lendemain. Le 22 novembre, on avance le chiffre de 500 000 manifestants avec un mot d'ordre central : *"le Haut-Karabakh est territoire azerbaïdjanais"*. Dans la foule sont brandis des drapeaux turcs ainsi que des portraits de KHOMEINY (la langue des Azéris est très proche du turc et une partie du peuple azéri vit en Iran). Les manifestations se poursuivent quotidiennement jusque fin novembre, l'un d'elle étant estimée à un million de manifestants.

Le chauvinisme azéri, exacerbé durant des décennies par la bureaucratie, est ainsi largement mis à contribution contre la revendication du peuple arménien.

En ce domaine l'angélisme est vain et il ne sert à rien, comme le fait François FORGUE dans Informations Ouvrières n° 1385 d'évacuer la question en quelques mots *(«certes, il n'y a pas, il ne saurait y avoir de "mouvement pur"»)* pour valoriser ensuite ces manifestations :

«On omet de dire que parmi les revendications des manifestants d'Azerbaïdjan, il y avait des revendications similaires à celles existant en Arménie, s'opposant à la manière dont au nom du "plan" central on dispose de l'industrie locale.

Les Arméniens ne sont pas les ennemis du peuple azéri et les Azéris ne sont pas les ennemis du peuple arménien».

Ce qui amène F. FORGUE à ne pas se prononcer clairement sur la revendication arménienne, sa légitimité, pour ne pas caractériser les manifestations de Bakou.

On ne peut, en ce domaine, faire abstraction du passé : la conquête du Caucase, au 19e siècle, par l'Empire du tzar, a été accompagnée d'une politique flattant certains particularismes, exacerbant les antagonismes ancestraux. En 1905, la vague révolutionnaire déferle en Transcaucasie, éveillant les sentiments nationaux des peuples arménien, géorgien, azéri ; la même année, à Bakou, à l'instar des pogromes antisémites qui sévissent dans la partie européenne de l'empire russe, la minorité arménienne subit les exactions d'une foule azéris manipulée. En 1915, en Turquie, commence le génocide de millions d'Arméniens marquant profondément, aujourd'hui encore, la conscience du peuple arménien. L'effondrement du régime tzariste, en 1917, y voit se multiplier les soviets dans lesquels s'expriment les militants nationalistes : dachnaks arméniens, Azéris du Moussavat, socialistes géorgiens. C'est ensuite la guerre civile durant laquelle les républiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan se font la guerre pour le contrôle de Karabakh, de Nakhitcheven et de Zenguezar. De nouveau : des massacres de populations civiles.

En avril 1920, l'armée rouge occupe l'Azerbaïdjan ; un gouvernement soviétique y est constitué.

En novembre 1920, l'Arménie devient république soviétique. Une nouvelle période historique s'ouvrait, qui aurait pu voir, dans le cadre du développement vers une société socialiste, la fin des affrontements nationaux et la cicatrisation définitive des conflits ethniques.

LA POSITION DE LÉNINE

C'était en tout cas, pour les bolchéviks, la tâche principale, ainsi qu'en atteste le télégramme envoyé le 2 décembre 1920 par LÉNINE au président du comité militaire révolutionnaire d'Arménie :

«Je salue en votre personne l'Arménie soviétique. Je ne doute pas que vous ferez tous vos efforts pour établir une solidarité fraternelle entre les travailleurs d'Arménie, de Turquie et d'Azerbaïdjan».

La tâche est particulièrement difficile.

Une note de LÉNINE du 28 novembre 1921 l'indique :

«Reconnaître qu'une fédération des républiques de Transcaucasie est absolument juste dans son principe et devra nécessairement être réalisée, mais que sa création pratique est prématurée, c'est-à-dire demande un certain laps de temps pour la discussion, la propagande et l'adoption par les Soviets à la base».

C'est prendre en considération le poids des conflits passés. En outre, l'activité des socialistes révolutionnaires et des gardes blancs se poursuit (en avril 1922, une série d'incendies est provoquée dans les exploitations pétrolières de Bakou), qui maintiennent vivaces les antagonismes entre les nationalités et contre "les Russes".

Cela demandait de la part des bolchéviks beaucoup de tact. Il fit trop souvent défaut.

En décembre 1922 est constituée l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Gravement malade, LÉNINE découvre à ce moment la brutalité avec laquelle, contrairement à la politique qu'il avait mise en avant, STALINE et ORDJONIKIDZE ont imposé aux bolchéviks géorgiens l'incorporation de la République géorgienne dans une République de Transcaucasie.

Dans une lettre du 30 décembre 1922, il explique en particulier :

«Je suis fort coupable, je crois, devant les ouvriers de Russie, de n'être pas intervenu avec assez d'énergie et de rudesse dans la fameuse question de l'autonomie, appelée officiellement, si je ne me trompe, question de l'union des républiques socialistes soviétiques (...).

De la communication que m'a faite le camarade Djerjinski, (...) je n'ai pu tirer que les craintes les plus sérieuses. Si les choses en sont venues au point qu'Ordjonikidze s'est laissé aller à user de violence, comme me l'a dit le camarade Djerjinski, vous pouvez bien vous imaginer dans quel bourbier nous avons glissé. Visiblement, toute cette entreprise "d'autonomie" a été foncièrement erronée et inopportune.

On prétend qu'il fallait absolument unifier l'appareil. D'où émanaient ces affirmations ? (...) nous appelons nôtre un appareil qui, de fait, nous est encore foncièrement étranger et représente un salmigondis de survivances bourgeoises et tsaristes (...). Dans ces conditions, il est tout à fait naturel que "la liberté de sortir de l'union", qui nous sert de justification, apparaisse comme une formule bureaucratique incapable de défendre les allogènes de Russie contre l'invasion du Russe authentique, du Grand-Russe, du chauvin, de ce gredin et de cet oppresseur qu'est au fond le bureaucrate russe typique.

(...) Je pense qu'un rôle fatal a été joué ici par la hâte de STALINE et son goût pour l'administration, ainsi que par son irritation contre le fameux "social-nationalisme"».

LÉNINE ROMPT AVEC STALINE

Le lendemain, LÉNINE revient sur cette question fondamentale :

«Il faut distinguer entre le nationalisme de la nation qui opprime et celui de la nation opprimée, entre le nationalisme d'une grande nation et celui d'une petite nation.

Par rapport au second nationalisme, nous, les nationaux d'une grande nation, nous nous rendons presque toujours coupables, à travers l'histoire, d'une infinité de violences, et même plus, nous commettons une infinité d'injustices et d'exactions sans nous en apercevoir (...). Aussi l'internationalisme du côté de la nation qui opprime ou de la nation dite grande... doit-il consister non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans une inégalité compensant de la part de la nation qui opprime, de la grande nation, l'inégalité qui se manifeste pratiquement dans la vie. Quiconque n'a pas compris cela n'a pas compris non plus ce qu'est l'attitude vraiment prolétarienne à l'égard de la question nationale».

Et il propose quatre mesures :

«Il faut maintenir et consolider l'union des républiques socialistes (...) maintenir l'union des républiques socialistes en ce qui concerne l'appareil diplomatique (...) il faut infliger une punition exemplaire au camarade Ordjonikidze (...). Il va de soi que c'est STALINE et Dzerjinski qui doivent être rendus politiquement responsables de cette campagne foncièrement nationaliste grand-russe (...) il faut introduire les règles les plus rigoureuses quant à l'emploi de la langue nationale dans les républiques allogènes faisant partie de notre Union».

Dans un complément à son "testament", en date du 4 janvier 1923, LÉNINE conclut :

«STALINE est trop brutal.... Je propose donc aux camarades d'étudier un moyen pour démettre STALINE de ce poste (de secrétaire général)».

A QUI PROFITE LE CRIME

Ce n'est pas un point secondaire que la rupture entre LÉNINE et STALINE survienne précisément sur la question des nationalités. Depuis que, sous la direction de STALINE, la bureaucratie s'est accaparée le pouvoir et a entraîné la dégénérescence du parti et de l'État soviétique, elle n'a pas cessé de développer une politique "d'oppresseurs" dont LÉNINE dénonçait les germes ; soixante-cinq années après la mort de LÉNINE, c'est sur cette question que les masses, en URSS, engagent le combat contre la bureaucratie. En même temps elle a fait de l'oppression nationale, de l'inégalité de développement, de l'oppression de certaines nationalités ou minorités nationales par d'autres nationalités, un moyen de gouvernement : c'est le cas de la nationalité azérie utilisée contre la minorité arménienne en Azerbaïdjan. Et, le moment venu, la bureaucratie peut jouer un chauvinisme qu'elle a elle-même entretenu pendant des décennies.

Rien ne sert de le cacher, même si les pogromes n'ont pas été le fait des masses azéries et si des Arméniens furent sauvés par des Azéris, bien évidemment ces manifestations et pogromes sont aussitôt utilisés par GORBATCHEV pour renvoyer dos à dos Arméniens et Azéris, et refuser ainsi de satisfaire la revendication arménienne.

Une réunion, organisée le 1er décembre avec GORBATCHEV, des dirigeants des bureaucraties arménienne et azerbaïdjanaise, ne débouche sur rien et la "Pravda" peut alors se lamenter :

«Les Républiques ne parviennent pas du tout à s'entendre... Il n'y a aucun désir de parvenir à un compromis... La presse locale attise les passions».

Aggravant la situation, l'exode croisé des minorités arméniennes d'Azerbaïdjan et azéries d'Arménie ne fait que s'amplifier. Pour l'essentiel, il s'agit d'Arméniens fuyant les pogromes mais aussi la conséquence des licenciements massifs d'Arméniens décidés par les bureaucrates dirigeants les entreprises en Azerbaïdjan. A Bakou, la totalité des Arméniens auraient perdu son travail. Ce sont des décisions orchestrées.

Les mesures de répression alors décidées sont savamment "équilibrées".

- A Érevan, le couvre feu est établi dès le 24 novembre. Ce n'est que le 4 décembre qu'à Bakou les manifestations sont interdites, puis dispersées par la police.

- Le 3 décembre, une résolution fédérale annonce que des "poursuites administratives ou criminelles" seront engagées contre les grévistes, en l'occurrence les Arméniens.

- Le 5 décembre, un décret ordonne des poursuites contre les dirigeants qui ont procédé à des "licenciements massifs sur des bases ethniques" ou qui les ont favorisés.

CRISE DE LA BUREAUCRATIE

Il serait erroné de considérer que tous ces événements ont été soigneusement et calmement planifiés par la bureaucratie. Il y a crise de la bureaucratie et dans le combat entre les fractions, tous les moyens sont bons. Plus encore : il y a mouvement des masses, et le combat des masses accentue la crise de la bureaucratie. C'est dans une situation sans précédent, évoluant très rapidement, que chaque fraction a été amenée à se disposer.

On a souvent évoqué le rôle des appareils "conservateurs" du Caucase, ravis de faire un croc-en-jambe à GORBATCHEV. La

presse de Moscou a elle-même parlé de "clans", de "mafias", de l'appareil mis en place par BREJNEV.

En ce qui concerne l'appareil du P.C. arménien, il s'est très rapidement trouvé écartelé entre la nécessité de défendre les intérêts généraux de la bureaucratie - dans ce cas, s'opposer à toute demande de modification des frontières - et son incapacité à affronter les masses. Il s'est très vite disloqué, incapable de jouer son rôle de maintien de l'ordre bureaucratique.

Les bureaucrates d'Azerbaïdjan furent plus à l'aise que leurs collègues arméniens. Ils purent d'autant mieux défendre la politique générale de la bureaucratie sur la question des nationalités qu'il leur suffisait de s'adosser au chauvinisme azéri entretenu pendant des décennies. Incontestablement, ils en rajoutèrent, organisant manifestations et pogromes, mettant ainsi, pour le compte des conservateurs, GORBATCHEV en difficulté. Jusqu'à ce jour, GORBATCHEV a su manifestement utiliser l'agitation en Azerbaïdjan pour s'opposer à la revendication arménienne, tout en évitant de recourir à la répression frontale et massive contre le mouvement des nationalités tant en Arménie que dans les pays baltes.

Cette période s'achève. La période qui s'annonce est celle de mobilisations gigantesques, contre lesquelles la bureaucratie mettra en œuvre une répression féroce. Pour reprendre un jeu de mots sinistre, la *pérestroïka* pourrait très vite se transformer en *pérestrelka*, en "fusillade générale". Quelle que soit l'échéance. Les mesures prises par GORBATCHEV en Arménie depuis le 7 décembre indique le sens de sa politique.

GORBATCHEV, SANS FARD

Le séisme qui a frappé le nord de l'Arménie le 7 décembre a été un puissant révélateur de l'incurie de la bureaucratie, directement responsable aussi de l'invraisemblable fragilité des immeubles que de la pagaille dans l'organisation des secours, de l'arriération des moyens sanitaires et hospitaliers... Le plus grand nombre des victimes est dû à cette incurie.

Profitant avec cynisme du coup reçu par la population arménienne (45 000 victimes officiellement, 200 000 selon d'autres sources et 500 000 sans abris), GORBATCHEV tente de mettre fin de manière définitive à la mobilisation du peuple arménien : en quelques jours, plus de 150 militants sont arrêtés ; les membres du Comité Karabakh sont arrêtés ou contraints à la fuite. Une vaste campagne de dénigrement des militants arméniens est organisée.

Ce qui n'est plus acceptable pour GORBATCHEV est la situation de double pouvoir qui s'est instauré en Arménie. Dans le "soviet" officiel, le Comité Karabakh a fait élire deux de ses candidats contre ceux de l'appareil. Le 22 novembre, la session de ce "soviet" enfin réuni est interrompu sine die ; le 24 le Comité Karabakh réunit alors lui-même le quorum des deux-tiers de députés et leur impose de reprendre leurs travaux dans la salle de l'Opéra, sous le contrôle de la foule, jusqu'à ce qu'ils aient voté la plate-forme populaire présentée par le Comité.

Dans les heures qui suivent la catastrophe du 7 décembre et face à l'inertie totale des autorités officielles, le Comité Karabakh, les sous-comités, prennent en main l'organisation des secours, s'érigeant en gouvernement-bis siégeant à la maison des Écrivains à Érevan. Dès le 10 décembre, cinq membres du Comité Karabakh sont arrêtés et condamnés à 30 jours de prison pour avoir *"refusé de disperser les centaines de sympathisants venus à la maison des Écrivains apporter des secours"*. Le lendemain, des manifestants exigeant la libération des emprisonnés s'affrontent aux forces de l'ordre.

C'est à eux que GORBATCHEV s'en prend avec une violence exceptionnelle, les accusant de tirer *"profit des erreurs politiques et d'organisation dans les opérations de sauvetage"* et de chercher *"par tous les moyens à prendre l'initiative"*, les qualifiant *"d'aventuriers politiques"* dont la campagne *"mène à un gouffre"*. Cette offensive est relayée par toute la presse de la bureaucratie.

Mais à l'inverse du but recherché, ces attaques pourraient bien mener à une nouvelle radicalisation des masses arméniennes qui reconnaissent le Comité Karabakh comme leur direction, qui ont vu ce Comité pourchassé pour avoir organisé les secours tandis que la bureaucratie bloquait les secours en provenance du Haut-Karabakh, interdisait l'accès de certaines régions aux sauveteurs, laissant ainsi mourir de faim et de froid des centaines d'enfants. Une telle radicalisation est d'autant plus possible que les masses arméniennes ne sont coupées ni de l'ensemble des peuples de l'URSS, ni du prolétariat mondial par le biais de l'importante diaspora arménienne.

VERS UNE CENTRALISATION DES MOBILISATIONS

Pris isolément, chacun de ces mouvements nationaux peut, au moins pour un temps, être brisé par la répression. Mais leur nombre va croissant : dans les 3 Républiques baltes, en Géorgie, en Arménie, au Tadjikistan... même le petit peuple des Tatars, déportés par STALINE, n'a jamais renoncé à revenir en Crimée. Ces mouvement tendent à se synchroniser, comme on a pu le voir à l'occasion de la discussion sur les projets d'amendements à la Constitution, dans la mesure où ils se développent en relation avec la crise de la bureaucratie du Kremlin dans son ensemble. Approfondissant eux-mêmes cette crise, ils élargissent le nombre et l'ampleur des mouvements pour les droits nationaux. Ils tendront en outre à se coordonner consciemment. Déjà, à la mi-novembre, une délégation du Comité Karabakh s'est rendue à Vilnius, en Lituanie.

Au-delà s'opérera la jonction entre le mouvement des nations opprimées et le prolétariat russe lui-même. D'ores et déjà des liens étroits se nouent au niveau des "intellectuels", lesquels jouent un rôle important en Arménie et dans les pays baltes. Ces intellectuels sont souvent, à Moscou en particulier, de farouches "gorbatchéviens". Mais c'est une couche hétérogène, mouvante, qui pour une grande part tend à échapper au contrôle de la fraction "réformatrice" de l'appareil. Nombre d'entre eux se sont retrouvés publiquement opposés aux lois "gorbatchéviennes" sur la presse et le droit de manifester, aux côtés

des baltes et de leurs représentants, y compris le très "gorbatchévien" SAKHAROV.

Il est inéluctable que le puissant prolétariat de l'URSS utilisant la crise et les failles ouvertes dans le PCUS, son appareil, l'appareil de l'État, intervienne et pose ses revendications, d'autant plus qu'il se sent menacé dans son déjà très bas standard de vie, ses maigres acquis, dont la garantie de l'emploi, par la "pérestroïka". Déjà des grèves ont eu lieu, encore limitées mais significatives. Prudemment le pouvoir a retardé la réforme des prix. La crainte de la réaction de la classe ouvrière est le principal obstacle à la "pérestroïka". Elle rend son application très difficile.

Le prolétariat de l'URSS est seul facteur de l'issue positive"en avant vers le socialisme". L'application de la "pérestroïka" l'incite à combattre. La crise du PCUS, de son appareil modelé par STALINE, lui dégage la voie.

Les libertés, les droits démocratiques, la possibilité de constituer ses propres organisations, d'avoir ses propres moyens d'expression sont indispensables à tous les prolétariats. Le prolétariat ne peut être une classe pour soi s'il ne les arrache pas. En URSS, comme dans tous les pays où le capital a été exproprié, où le pouvoir politique joue un rôle déterminant dans tous les processus économiques et sociaux, le prolétariat ne peut être qu'à la pointe du combat pour les libertés et les droits démocratiques, que ce soit dans les arts, la littérature, les sciences, ou dans tous les domaines de la vie sociale et politique. A l'évidence, le prolétariat ne peut se prononcer que pour le droit inconditionnel des peuples de l'URSS à exercer leurs droits nationaux, leur droit à disposer d'eux-mêmes, jusqu'à y compris se séparer de l'union. La classe ouvrière ne mettra aucune condition à lutter avec tous ceux qui voudront combattre pour les droits et libertés démocratiques. A priori elle n'écartera aucun groupe social et courant politique de l'exercice de ces droits et de ces libertés.

Le développement de la "pérestroïka" et de la "glasnost" entraînera obligatoirement une intense lutte sociale et politique. Toutes les forces sociales comprimées sous la dalle de plomb de la dictature de l'appareil vont être libérées si celui-ci se disloque. Il ne faut surtout pas se laisser aller à l'illusion que la dislocation de l'appareil répressif du PCUS, l'engagement de la révolution politique, aboutiront d'emblée à la victoire du prolétariat. En URSS, comme dans les pays de l'Europe de l'est, des forces sociales et politiques réactionnaires apparaîtront et combattront.

Dans un premier stade renaîtront des organisations, des partis réactionnaires. Des partis social-démocrates ressurgiront qui regrouperont une partie importante de la classe ouvrière. Mais ils s'efforceront de se mettre au service de l'impérialisme. Du même coup ils seront déchirés de contradictions.

Dans l'intelligentsia, la jeunesse, le prolétariat de l'URSS des tendances sont à l'œuvre qui cherchent à retrouver la voie d'octobre 1917, de la révolution prolétarienne, du pouvoir des soviets. Elles tendront à s'organiser politiquement, à se constituer en parti. En outre, le cours des événements amènera la constitution de véritables soviets et à ce que :

«Dans les soviets il n'y ait place que pour les représentants des ouvriers, des travailleurs des kolkhozes, des paysans et soldats rouges».

Le 20/12/88

✂----------

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 NUMEROS : 70 FFR

NOM : _____- Prénom : _____

ADRESSE :_____

CODE POSTAL : _____- LOCALITE : _____

(Ecrire en caractère d'imprimerie. Merci)

Chèque à établir à l'ordre de : Stéphane JUST

Envoyer à : Stéphane JUST - B.P. 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX

Directeur de la Publication : Stéphane JUST

Commission Paritaire n° 67187

n° I.S.S.N. : 0763790 X

Imprimerie Spéciale

SOMMAIRE

C.P.S. N° 26 - 25 février 1989

Les élections municipales et la lutte pour un gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministre bourgeois..... p. 1

- Importance et limite des municipalité..... p. 1
- L'Internationale Communiste et les municipalités.. p. 1
- Le "municipalisme"..... p. 2
- Quelques grandes étapes..... p. 2
- Les élections municipales de mars 1989..... p. 2
- La politique du gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson..... p. 3
- La Sécurité Sociale, le "R.M.I.", le "crédit formation"..... p. 3
- Les scandales : Péchiney..... p. 4
- ...La Société Générale..... p. 4
- Les marchandages entre le P.S. et le P.C.F..... p. 5
- Les masses et ces élections municipales..... p. 5
- La position du Comité..... p. 6

16e congrès confédéral F.O. : un événement politique considérable..... p. 6

- Les particularités de la démocratie selon F.O..... p. 6
- Raison d'un échec..... p. 7
- Condamnation du "syndicalisme d'accompagnement" et de la "recomposition syndicale"..... p. 7
- Charte d'Amiens : rappel et oublis..... p. 8
- Pour la C.E.E..... p. 8
- Omissions et fadaises..... p. 9
- La "participation" continue..... p. 9
- Contradictions..... p. 10
- Des chaînons d'un développement..... p. 10
- Répercussions et véritables ressorts..... p. 10
- Tout commence..... p. 11

Les militants interviennent et informent C.P.S..... p. 11

Dirigeants de la F.E.N. et de ses syndicats : -rompez les "nagociations" sur le projet de loi d'orientation, projet de loi type Devaquet - revendiquez : pas de salaire d'enseignement à moins de 8000 frs par mois, revalorisation selon la qualification..... p. 14

- La "priorité" du septennat..... p. 14
- ...Démanteler l'enseignement public..... p. 15
- Les enseignants refusent en bloc les plans du gouvernement..... p. 15
- Les dirigeants syndicaux s'accrochent à la négociation et misent sur la division..... p. 16
- Le gouvenement en échec. Sa seule chance : la division des enseignants..... p. 16
- A la base : les rapports politique depuis mai-juin 1988..... p. 17
- Quels mots d'ordre ?..... p. 18
- Faire avorter ou se développer un mouvement général en gestation..... p. 18
- La question du gouvernement..... p. 19

"Conflits régionaux" réglés et non réglés.... p. 19

- Iran..... p. 19
- Angola..... p. 19
- ...Retrait des troupes cubaines..... p. 20
- Afghanistan..... p. 20
- Cambodge..... p. 21
- Nicaragua..... p. 21

Le "conflit régional" de Palestine..... p. 22

- Le combat du peuple palestinien..... p. 22
- Contre l'Intifada et ses objectifs..... p. 22
- La tactique et les objectifs de Shamir..... p. 23

URSS : le combat des peuples pour leurs droits nationaux (deuxième partie)..... p. 25

- Le combat pour les droits nationaux en Arménie.... p. 25
- Premiers pogromes..... p. 26
- De nouveau, la grève générale..... p. 26
- Un refus catégorique..... p. 26
- Les revendications se radicalisent..... p. 27
- Une organisation de type authentiquement soviétique..... p. 27
- Gorbatchev menacé..... p. 28
- Les masses géorgiennes engagent le combat..... p. 28
- Manifestations et pogromes en Azerbaidjan..... p. 28
- La position de Lénine..... p. 29
- Lénine rompt avec Staline..... p. 30
- A qui profite le crime..... p. 30
- Crise de la bureaucratie..... p. 30
- Gorbatchev sans fard..... p. 31
- Vers une centralisation des mobilisations..... p. 31

*
* *

* *
* *